



COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Revue d'informations

du Bureau de la Représentation de la CEDEAO au Mali

| N° 005 / Décembre 2023

REVUE DÉDIÉE À LA PROMOTION DES IDÉAUX, DES PROJETS ET PROGRAMMES DE LA CEDEAO AU MALI

Rôle de la société civile dans la participation citoyenne et la cohésion en période de transition politique : Le Bureau de Représentation de la CEDEAO au Mali organise un second atelier de formation et d'échanges



ACTUALITÉ



Objectifs, vision et réalisations de la CEDEAO : La Jeunesse Union Africaine du Mali organise un atelier de formation

ACTUALITÉ



Promotion de la paix et de la réconciliation : Le Bureau de Représentation de la CEDEAO au Mali organise un atelier au profit des Organisations de la société civile



CEDEAO / ECOWAS

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest



La Vice-Présidente de la Commission appelle à la consolidation du partenariat entre les institutions de la CEDEAO

ECOWAS Commission's Vice-President Calls for Better Collaboration Between Institutions

Madame Damtien Larbli TCHINTCHIBIDJA, Vice-présidente de la Commission de la CE-DEAO a émis un appel aux Institutions et Agences spécialisées de la CEDEAO les exhortant à renforcer leur partenariat en vue de concrétiser les objectifs de la Communauté.

Mrs. Damtien Larbli TCHINTCHIBIDJA, Vice-President of the ECOWAS Commission, has called on ECOWAS institutions and specialized agencies, urging them to strengthen their partner-ship and collaboration for better synergy and harmonization in order to achieve the Community's objectives.



« Un facteur essentiel pour l'atteinte de nos objectifs communs est la consolidation du partenariat fort entre institutions compétentes autour de nos programmes et projets. » a déclaré Madame TCHINTCHIBIDJA lors de l'ouverture de la réunion de coordination des Points Focaux des Institutions de la CEDEAO et des Agences spécialisées de la Commission, le mardi 13 novembre 2023 dans les locaux de la BIDC à Lomé en République du Togo.

Dans son discours d'ouverture lu par le Représentant Résident de la CEDEAO au Togo, l'Ambassadeur Barros Bacar BANJAI, la Vice-Présidente a souligné l'importance de cette rencontre, la toute première depuis sa prise de fonction à la CEDEAO, mettant en avant sa contribution au renforcement des relations entre les institutions en faveur de la promotion de l'intégration régionale.

Elle a noté que la réunion, inscrite dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision 2050 de la CEDEAO offrait l'occasion aux participants de se familiariser avec ses différents piliers.

Son objectif était d'évaluer le partenariat entre institutions et agences spécialisées, de diagnostiquer les problèmes et défis entravant le développement des relations au sein de la CEDEAO.

De plus, la rencontre avait pour but d'examiner les stratégies de communication des différentes institutions afin d'accroître la visibilité des activités et réalisations de la Communauté.

Au cours des deux (2) jours de travaux, les participants représentant diverses institutions et Agences spécialisées de la CEDEAO y compris la Cour de justice et le Parlement de la CEDEAO délibéreront non seulement sur les difficultés liées à la collaboration interinstitutionnelle mais formuleront également des recommandations en vue d'apporter des solutions aux défis inhérents aux relations entre les institutions de la CEDEAO.

Madame TCHINTCHIBIDJA a enfin exhorté les participants à contribuer activement et faire preuve de responsabilité dans la recherche de solutions aux problèmes communs.

“An essential factor in the achievement of our common objectives is the consolidation of a strong partnership between institutions on programs and projects,” declared Madame TCHINTCHIBIDJA at the opening of the coordination meeting of Focal Points of ECOWAS Institutions and Special-ized Agencies of the Commission, on Tuesday November 13, 2023 in Lomé, Republic of Togo.

In her opening speech, read by the ECOWAS Resident Representative in Togo, Ambassador Barros Bacar BANJAI, the Vice -President underlined the importance of this meeting, the very first since she took office at ECOWAS, highlighting its contribution to strengthening relations between institutions in favor of promoting regional integration.

She noted that the meeting, is part of the implementation of ECOWAS Vision 2050, which will provide an opportunity for participants to familiarize themselves with its various pillars.

The next 2 days will create a platform for all participants to build partnership between their various organizations and diagnose the problems and challenges hampering the development of relations within ECOWAS.

In addition, the meeting aimed to examine the communication strategies of the various institutions to increase the visibility of the Community's activities and achievements.

During the two (2) days meeting, participants representing various ECOWAS institutions and specialized agencies, including the ECOWAS Court of Justice and Parliament, will not only deliberate on the difficulties linked to inter-institutional collaboration, but will also formulate recommendations for solutions to tackle the challenges inherent in relations between ECOWAS institutions.

Finally, Madame TCHINTCHIBIDJA urged participants to contribute actively and responsibly to finding solutions to common problems.



P.11



P.19



P.23

Revue éditée par le Bureau de la Représentation de la CEDEAO au Mali

Bamako, Faso Kanu, Rue 31,
B.P.: 4931 Bamako,
Email : cedeaomali@ecowas.int
Site web : www.ecowas.int

Organe conjoint de la Plateforme de collaboration des structures nationales, Représentation et Agences de la CEDEAO au Mali

■ PORTRAIT

Madame Damtien L. TCHINTCHIBIDJA, Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

P.5

■ BREVES

Rencontre entre le Ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine et le Mouvement Fédéraliste Panafricain pour la Promotion de l'Unité Africaine

P.7

Processus électoral : pas sans le concours de la société civile

P.8

AIGE : Partage d'expérience avec les acteurs électoraux Burkina Faso

P.9

Gouvernance électorale : Indéniable rôle des Femmes

P.10

■ ACTUALITE

Point de presse du Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections : Déclaration de Me Moustapha SM CISSÉ, Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE)

P.11

Prévention de la violence électorale : l'AIGE met la main à la pâte

P.15

AIGE - Police Nationale : Brainstorming sur la Gouvernance électorale

P.16

Démarrage des travaux préliminaires de la révision des listes électorales

P.17

Atelier sur le rôle de la société civile dans la participation citoyenne et la cohésion en période de transition politique

P.18

Promotion de la paix et de la réconciliation : Le Bureau de Représentation de la CEDEAO au Mali organise un atelier au profit des Organisations de la société civile

P.24

Société Civile : présentation du groupe PIVOT Droits et Citoyenneté des Femmes

P.26

La CEDEAO renforce les capacités de ses cadres grâce à une formation en gestion de projets et programmes axée sur les résultats

P.32

Le chancelier de la République Fédérale d'Allemagne S.E. Olaf Scholz visite la Commission de la CEDEAO

P.34

Le Président Touray accrédite huit nouveaux ambassadeurs auprès de la CEDEAO

P.36

CEDEAO : la Jeunesse Union Africaine du Mali organise un atelier de formation

P.38

La CEDEAO et le HCR signent un Protocole d'Accord visant à renforcer la protection des réfugiés et faire face aux déplacements internes en Afrique de l'Ouest

P.40

Le Président Omar Touray a félicité S.E. Joseph Boakai pour son élection à la présidence du Libéria

P.42

Sécurité alimentaire dans la région : le président Touray rencontre le président d'honneur du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Club du Sahel)

P.43

■ ECONOMIE

Le Projet Régional d'Accès à l'Électricité Hors-Réseau (ROGEAP) officiellement lancé au Cabo Verde, par S.E Dr Omar Alieu TOURAY, Président de la Commission de la CEDEAO

P.44

■ INTEGRATION

Atelier préparatoire régional pour les négociateurs climatiques des États membres de la CEDEAO en vue de la COP28 sur le changement climatique L'engagement général de la CEDEAO pour la sauvegarde du bien-être des migrants étrangers

P.47

CEDEAO : 34ème réunion du Comité d'Administration et des Finances (AFC)

P.49

La CEDEAO et le PAM soutiennent le Programme national d'alimentation scolaire du Cap-Vert

P.51

P.53

■ CONNAITRE LA CEDEAO

Résumé de la politique de la CEDEAO pour l'enfance 2019 – 2030

P.57



Madame Damtien L. TCHINTCHIBIDJA, Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

Mrs. Damtien L. TCHINTCHIBIDJA : Vice President of the ECOWAS Commission



Madame Damtien L. Tchintchibidja est un spécialiste du développement économique qui possède une solide expérience dans le développement des affaires, la gestion financière, le commerce international, la compétitivité ainsi que le suivi et l'évaluation.

Avant de rejoindre la CEDEAO, elle a occupé les postes de Conseillère économique puis de Conseillère spéciale au Cabinet du Président de la République du Togo. Elle possède une expérience pertinente en matière de sécurité

Damtien L. Tchintchibidja is an economic development specialist with substantial experience in business development, financial management, international trade, competitiveness as well as monitoring and evaluation. Prior to joining ECOWAS, she served as an Economic Advisor and then as a Special Advisor at the Office of the President of the Republic of Togo. She has relevant experience in matters relating to security pertaining to Sub-Saharan Africa. She conceptualized the "Accra Initiative" which aims to establish a formal and collaborative network for security and intelli-



en Afrique subsaharienne. Elle a conceptualisé « l'Initiative d'Accra » qui vise à établir un réseau formel et collaboratif pour les agences de sécurité et de renseignement en Afrique de l'Ouest. L'Initiative permet un partage périodique d'informations pour un effort transnational efficace et coordonné dans la lutte contre les menaces à la sécurité dans la région de la CEDEAO.

Elle a géré des projets de l'USAID et de la Banque mondiale, ainsi que des projets financés par des fonds publics et privés. Elle possède une vaste expérience dans le renforcement des capacités des femmes et des jeunes pour un impact social positif et la consolidation de la paix. Elle a fait ses preuves dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies ainsi que dans l'évaluation des risques politiques.

Elle est titulaire d'une maîtrise en commerce international et Diplômé en politique de l'Université George Mason en Virginie (2004) et titulaire d'un baccalauréat ès sciences en service extérieur de l'Université de Georgetown à Washington, D.C. (2000). Elle suit actuellement des cours à l'Université Harvard sur le genre, la paix et la sécurité dans le Massachusetts.

Le vice-président de la Commission de la CEDEAO remplace le président de la Commission. Doté d'un mandat de quatre ans, le vice-président est chargé d'assurer le bon fonctionnement et le bon fonctionnement de la Commission en l'absence du président. Il assiste et soutient également le Président dans ses fonctions liées au vaste mandat de la CEDEAO.

Le Bureau du Vice-Président améliore et coordonne les questions techniques et autres affaires courantes en supervisant un certain nombre d'unités essentielles à la gestion de la Commission de la CEDEAO.

Chargé de la mise en œuvre des programmes de la Communauté, le Vice-Président est responsable de leur coordination, de leur suivi et de leur évaluation, y compris des relations entre la Commission et les autres institutions de la CEDEAO.

La togolaise Damtien Tchintchibidja a été nommée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao, vice-présidente de la commission pour un mandat de quatre (4) ans à compter du 11 juillet 2022.

gence agencies in West Africa. The Initiative enables periodic information sharing for an efficient and coordinated transnational effort in addressing security threats in the ECOWAS region.

She has managed USAID and World Bank projects, as well as public and privately funded projects. She possesses extensive experience in capacity building for women and youth for a positive social impact and peace building. She has a proven track record in strategy formulation and implementation as well as in political risk assessment.

She holds a Master's degree in International Commerce & Policy from George Mason University in Virginia (2004) and a Bachelor of Science in Foreign Service from Georgetown University in Washington, D.C. (2000). She is currently undertaking some coursework at Harvard University on Gender, Peace, and Security in Massachusetts.





Rencontre entre le Ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine et le Mouvement Fédéraliste Panafricain pour la Promotion de l'Unité Africaine

Meeting between the Minister of Malians Abroad and African Integration and the Pan-African Federalist Movement for the Promotion of African Unity



Ce mardi 12 septembre 2023, le Ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, Monsieur Mossa AG ATTAHER, a eu l'honneur de recevoir une délégation du Mouvement Fédéraliste Panafricain conduite par les anciens ministres, Monsieur Adama SAMASSEKOU et Monsieur Mohamed COULIBALY.

La principale raison de cette réunion était d'informer le Ministre de la tenue prochaine au Mali du 1er Congrès international du Mouvement Fédéraliste Panafricain. Cette rencontre a également été l'occasion idéale pour présenter en détail les objectifs et les missions du Mouvement au Ministre Mossa AG ATTAHER.

La délégation a expliqué au Ministre que l'unique but du Mouvement Fédéraliste Panafricain est de créer les conditions propices à l'accélération de l'unification politique des États africains, une aspiration profondément enracinée dans le continent.

Le Ministre Monsieur Mossa AG ATTAHER a chaleureusement félicité les membres du Mouvement Fédéraliste Panafricain pour leur initiative, soulignant que cette démarche s'aligne parfaitement avec les missions de son département. Il a également manifesté la disponibilité de son département à soutenir toute initiative allant dans le sens de la réalisation de l'unité africaine, un objectif cher aux autorités maliennes de tous les temps.

Source : C. COM/MMEIA

On Tuesday, September 12, 2023, the Minister of Malians Abroad and African Integration, Mr. Mossa AG ATTAHER, had the honor of receiving a delegation from the Pan-African Federalist Movement led by the former ministers, Mr. Adama SAMASSEKOU and Mr. Mohamed COULIBALY.

The main reason for this meeting was to inform the Minister about the upcoming 1st International Congress of the Pan-African Federalist Movement in Mali. This meeting was also an ideal opportunity to present in detail the objectives and missions of the Movement to Minister Mossa AG ATTAHER.

The delegation explained to the Minister that the sole goal of the Pan-African Federalist Movement is to create conducive conditions for the acceleration of the political unification of African states, a deeply rooted aspiration in the continent.

Minister Mr. Mossa AG ATTAHER warmly congratulated the members of the Pan-African Federalist Movement for their initiative, emphasizing that this approach aligns perfectly with the missions of his department. He also expressed his department's willingness to support any initiative aimed at achieving African unity, a goal dear to the Malian authorities of all times.

C. COM / MMEIA

Processus électoral : pas sans le concours de la société civile

The electoral process: Not without the contribution of civil society



Le Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections, Moustapha SM CISSÉ, a reçu en audience ce mardi 10 octobre 2023 au siège de l'AIGE, une délégation du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires conduite par sa vice-présidente, Mme Ascofaré Ouleymatou TAMBOURA.

La prise en charge du genre dans le processus électoral, la Loi n° 2015-052/ du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, étaient au centre des échanges.

Source : Département des Relations Publiques

The President of the Independent Authority for Election Management (AIGE), Moustapha SM CISSÉ, received on Tuesday, October 10, 2023, at the headquarters of AIGE, a delegation from the Network of African Women Ministers and Parliamentarians led by its Vice-President, Mrs. Ascofaré Ouleymatou TAMBOURA.

The inclusion of gender in the electoral process, Law No. 2015-052/ of December 18, 2015, establishing measures to promote gender in access to nominative and elective functions, was at the heart of the discussions.

Source: Department of Public Relations



AIGE : Partage d'expérience avec les acteurs électoraux Burkina Faso

AIGE: Exchange of experience with electoral stakeholders in Burkina Faso



Le mercredi 20 septembre 2023, une délégation du conseil constitutionnel du Burkina Faso conduite par son doyen, Monsieur Bréhima Cissé, a été reçue en audience par le Président de l'Autorité Indépendante de Gestions des Elections (AIGE), Me Moustapha SM CISSE, entouré pour la circonstance de Monsieur Ousmane TRAORE, vice-président, Monsieur Bréhima FOMBA et Madame Awa KANTE respectivement Rapporteur et rapporteur Adjoint de l'AIGE.

Après les échanges de civilités avec le premier responsable de l'AIGE, une séance de travail, et de partage d'expérience a eu lieu entre les deux structures. Le secrétaire général, le chef du département des opérations électorales et le chef de la division du suivi des opérations électorales ont également pris part à cette séance de travail.

Source : Département des Relations Publiques

On Wednesday, September 20, 2023, a delegation from the Constitutional Council of Burkina Faso, led by its Dean, Mr. Bréhima Cissé, was received in audience by the President of the Independent Electoral Authority (AIGE), Mr. Moustapha SM CISSE, accompanied for this occasion by Mr. Ousmane TRAORE, Vice-President, Mr. Bréhima FOMBA and Mrs. Awa KANTE, respectively Reporter and Deputy Reporter of the AIGE.

A working session and exchange of experiences between the two entities took place after the exchange of courtesies with the Head of the AIGE. This working session was also attended by the Secretary-General, the Head of the Department of Election Operations, and the Head of the Department of Election Observation.

Source: Department of Public Information

Gouvernance électorale : Indéniable rôle des Femmes

Electoral Governance: The Undeniable Role of Women



Ce mercredi 6 septembre 2023, une délégation de la Fédération des Organisations et Regroupements qui soutiennent les Actions de la Transition « Forsat-Civile » conduite par sa présidente, Madame Aïché Baba Kéïta a été reçue en audience par le Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), Me Moustapha SM CISSE. Les échanges ont porté sur le rôle de la société civile dans le processus électoral. La rencontre qui s'est déroulée en présence de plusieurs membres du collège de l'AIGE, a été marquée par la remise à l'AIGE, par la « Forsat-Civile », d'une attestation de reconnaissance pour la réussite de l'organisation du référendum constitutionnel du 18 juin 2023.

Source : AIGE

On Wednesday, September 6th, the President of the Independent Electoral Authority (AIGE), Mr. Moustapha SM CISSE, received a delegation from the Federation of Organizations and Groups Supporting the Transition (Forsat-Civile), led by its President, Mrs. Aïché Baba Kéïta. The discussions focused on the role of civil society in the electoral process. The meeting, which took place in the presence of several members of the AIGE College, was marked by the presentation to the AIGE by "Forsat-Civile" of a certificate of recognition for the successful organization of the constitutional referendum of June 18, 2023.

Source: AIGE



Point de presse du Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections : Déclaration de Me Moustapha SM CISSÉ, Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE)

Press statement by the president of the independent authority for election management : Statement by Mr. Moustapha SM CISSE, President of the Independent Authority for Election Management (AIGE)



Le présent point de presse porte sur les appréciations de l'AIGE relatives aux modifications apportées au calendrier électoral par le gouvernement du Mali dans son Communiqué n°060 du 25 septembre 2023 lu par Monsieur le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement.

The purpose of this press conference is to present the AIGE's views on the changes made to the electoral calendar by the Malian authorities in their communiqué n° 060 of September 25, 2023, which was read by the Minister of State, the Minister of Territorial Administration and Decentralization, and the Speaker of Parliament.



A/ DU COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT :

Il ressort du Communiqué n°060 du 25 septembre 2023 que le Gouvernement a décidé :

- d'organiser exclusivement l'élection présidentielle, pour sortir de la Transition ;
- de renvoyer la fixation du calendrier des autres scrutins (élections législatives, élections communales et régionales) aux nouvelles autorités sous les directives du nouveau Président de la République ;
- de soumettre à un léger report, pour des raisons techniques, les dates de l'élection présidentielle initialement prévues pour le dimanche 04 février 2024 (1er tour) et éventuellement le dimanche 18 février 2024 (2ème tour).

Comme chacun l'a appris, dans ledit communiqué, les raisons techniques évoquées sont notamment :

- la prise en compte des nouvelles dispositions constitutionnelles dans la loi électorale ;
- la prise en compte par l'AIGE des résultats de la révision des listes électorales ;
- les difficultés de gestion de la Base de données du Recensement Administratif à Vocation d'état civil (RAVEC) dont le prestataire est la société française IDEMIA.

Dûment informée du réaménagement par le gouvernement du calendrier électoral et du report du scrutin présidentiel en particulier, l'AIGE profite du présent point de presse pour apporter certaines précisions.

B/ DES CLARIFICATIONS DE L'AIGE :

- **En ce qui concerne le léger report de l'élection présidentielle :**

Du point de vue de l'AIGE, le réaménagement du calendrier électoral y compris le léger report du scrutin présidentiel, s'inscrit parfaitement dans les prérogatives légales des plus hautes autorités du pays engagées dans un chronogramme global de réformes politiques et ins-

A/ On the Government's Communiqué:

Communiqué No. 060 of September 25, 2023, states that the Government has decided:

- To organize the presidential elections exclusively for the completion of the transition period.
- To defer setting the calendar for other elections (legislative, municipal, and regional elections) to the new authorities under the directives of the new President of the Republic.
- To slightly postpone, for technical reasons, the presidential elections initially scheduled for Sunday, February 4, 2024 (1st round) and possibly Sunday, February 18, 2024 (2nd round).

As everyone learned in the said communiqué, the technical reasons cited include:

- The incorporation of new constitutional provisions into the Electoral Code.
- The AIGE's consideration of the results of the revision of the electoral rolls.
- Challenges in the management of the database of the Administrative Census for Civil Registration (RAVEC), whose service provider is the French company IDEMIA.

Having been duly informed of the restructuring of the electoral calendar and the postponement of the presidential election, AIGE takes this press conference as an opportunity to provide some clarifications.

B/ AIGE's clarifications :

- **Regarding the slight postponement of the presidential elections:**

From AIGE's point of view, the restructuring of the electoral calendar, including the slight postponement of the presidential election, is fully within the legal prerogatives of the country's highest authorities, who are engaged in a comprehensive schedule of political



titutionnelles en vue du retour de notre pays à un ordre constitutionnel apaisé et sécurisé.

L'AIGE rappelle ici que le calendrier électoral initial de la Transition a précédé sa création.

Il est important de préciser ici qu'au regard de la loi électorale, l'AIGE n'a pas une compétence générale à intervenir formellement dans la fixation de la date des élections.

Le seul scrutin où cette compétence lui est reconnue est l'élection présidentielle dont la convocation du collège est faite sur proposition de son Président, comme stipulé à l'alinéa 1er de l'article 153 de la loi électorale modifiée qui dispose ainsi qu'il suit : « La convocation des électeurs est faite par décret pris en Conseil des Ministres quatre-vingt-dix (90) jours avant le jour du scrutin, sur proposition du Président de l'AIGE ».

Le Communiqué du gouvernement s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans ce cadre légal en annonçant que « les nouvelles dates de l'élection présidentielle feront l'objet de communiqué ultérieurement, après échange avec l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE) ».

- **En ce qui concerne les contraintes techniques évoquées :**

Le Communiqué du Gouvernement a évoqué un certain nombre de contraintes techniques.

Parmi ces contraintes qui ont pesé dans la décision du Gouvernement, celle relative à la prise en compte des résultats de la révision annuelle des listes électorales dans le fichier électoral à partir de janvier 2024, interpelle directement l'AIGE qui en assure la pleine responsabilité.

Conformément à la pratique en vigueur depuis 2002 avec l'informatisation des listes électorales, la clôture des opérations de révision annuelle des listes électorales le 31 décembre 2023, coïncide avec le début des opérations de mise à jour du fichier électoral par l'AIGE.

La mise à jour du fichier électoral requiert une somme d'activités opérationnelles minutieuses à conduire jusqu'à son verrouillage et la production des documents électoraux (listes électorales, extraits de listes par bureau de vote, listes d'émargement, etc...)

and institutional reforms for the return of our country to a peaceful and secure constitutional order.

AIGE recalls here that the initial Transition's electoral calendar preceded its creation.

It is important to specify here that, according to the electoral law, AIGE does not have a general competence to formally intervene in setting the date of the elections.

The only election where this competence is recognized is the presidential election, whose electorate is convened on the proposal of its President, as stipulated in paragraph 1 of Article 153 of the amended electoral law, which provides as follows: "The electorate is convened by decree taken in the Council of Ministers ninety (90) days before the day of the election, on the proposal of the President of AIGE".

The government's communiqué fits perfectly within this legal framework by announcing that "the new dates for the presidential election will be communicated later, after consultation with the Independent Authority for Election Management (AIGE)".

Regarding the technical constraints mentioned :

The Government's Communiqué mentioned several technical constraints.

Among these constraints that weighed in the Government's decision, the one related to the consideration of the results of the annual revision of the electoral lists in the electoral file from January 2024 directly concerns AIGE, which bears full responsibility for it.

Per the practice in place since 2002 with the computerization of the electoral lists, the completion of the annual revision of the electoral lists on December 31, 2023, coincides with the start of the up-dating of the electoral file by AIGE.

The updating of the electoral file requires a set of meticulous operational activities to be carried out until its closure and the production of the electoral documents (electoral lists, extracts of the lists by polling station, signature lists, etc.).



La pratique a également attesté depuis 2002, que les opérations de mise à jour du fichier électoral s'étalent au-delà du mois de février au cours duquel aucun scrutin ne s'est tenu au Mali.

L'AIGE retient en définitive, que le léger report de l'élection du Président de la République doit être compris dans l'esprit d'une démarche commune avec le Gouvernement, les partis politiques et la société civile d'imprimer aux scrutins de fin de la Transition, le label d'élections transparentes, crédibles, inclusives et apaisées pour le bien de notre pays.

L'AIGE pour sa part, continuera à cet égard à ne ménager aucun effort pour pleinement jouer sa partition.

Dans cet ordre d'idée, les cadres d'échanges avec l'Administration, les Partis Politiques et la Société Civile dont les créations ont déjà été formalisées, seront dorénavant mises davantage à profit pour se concerter et convenir des solutions consensuelles et partagées.

L'AIGE rassure l'opinion nationale et l'ensemble des acteurs du processus électoral, (Administration, partis politiques, associations et organisations de la société civile, électeurs, citoyens), de sa détermination à œuvrer en toute indépendance et en toute impartialité à la bonne tenue de toutes les élections à venir dont celle de l'élection du président de la République.

Au regard de tout ce qui précède, l'AIGE invite l'ensemble des acteurs du processus électoral à s'inscrire dans la pleine et entière appropriation de toutes leurs prérogatives légales en vue de leur participation effective à toutes les étapes du processus dont celle de la révision annuelle des listes électorales du 1er Octobre 2023 au 31 Décembre 2023.

Que Dieu bénisse le Mali.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

**Le Président,
Moustapha SM CISSE
Ancien Bâtonnier
Chevalier de l'Ordre National**

Moreover, since 2002, the practice has shown that the operations of updating the electoral file extend beyond the month of February, during which no elections are held in Mali.

Finally, AIGE concludes that the slight postponement of the election of the President of the Republic must be understood in the spirit of a joint approach with the government, the political parties, and civil society to give the elections at the end of the transition the label of transparent, credible, inclusive, and peaceful elections for the good of our country.

For its part, the AIGE will continue to make every effort to play its role to the full.

In this context, the already formalized frameworks for exchanges with the administration, political parties, and civil society will be further exploited to consult and agree on consensual and joint solutions.

The AIGE assures the national opinion and all the actors of the electoral process (administration, political parties, associations and organizations of the civil society, voters, citizens) of its determination to work independently and impartially for the good conduct of all the forthcoming elections, including that of the President of the Republic.

Given all the above, the AIGE invites all the actors of the electoral process to take full advantage of all their legal prerogatives for their effective participation in all the stages of the process, including that of the annual revision of the electoral lists from October 1, 2023, to December 31, 2023.

May God bless Mali.

Thank you for your kind attention.

*The President,
Moustapha SM CISSE
Former Bâtonnier
Knight of the National Order*



Prévention de la violence électorale : l'AIGE met la main à la pâte

Prevention of Electoral Violence: AIGE Steps In



Dans le cadre de la prévention de la violence électorale, la désinformation et les discours de haine en période électorale, le Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections, Moustapha SM CISSE, a reçu en audience ce mercredi 6 septembre 2023, une mission du Programme des Nations Unies pour le développement - PNUD conduite par Gianpiero Catozzi coordinateur du programme assistance électorale. Celui-ci était accompagné du Coordonnateur « Prévention de violence électorale et promotion de la gouvernance démocratique » du Projet d'Appui aux Réformes et aux Élections au Mali (PAREM), Didier Jean-Luc SEMIEN.

Le développement d'une architecture opérationnelle d'un système pour prévenir et mitiger la désinformation et discours de haine, un mapping des acteurs et initiatives existants au Mali dans le cadre de la prévention de la violence électorale et de la prévention des conflits, sont entre autres points qui ont été abordés pendant l'audience. Laquelle s'est déroulée en présence de plusieurs membres du collège de l'AIGE.

Source : Département des Relations Publiques de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections - AIGE Mali Officiel

As part of the efforts to prevent electoral violence, disinformation, and hate speech during election periods, the President of the Independent Authority for Election Management (AIGE), Moustapha SM CISSE, received a delegation from the United Nations Development Programme (UNDP) on Wednesday, September 6, 2023. The delegation was led by Gianpiero Catozzi, the coordinator of the electoral assistance program, and included Didier Jean-Luc SEMIEN, the Coordinator for 'Electoral Violence Prevention and Promotion of Democratic Governance' of the Support Project for Reforms and Elections in Mali (PAREM).

The development of an operational architecture of a system to prevent and mitigate disinformation and hate speech, and mapping of existing actors and initiatives in Mali in the field of electoral violence prevention and conflict prevention were among the topics discussed during the meeting. The meeting took place in the presence of several members of the AIGE college.

Department of Public Relations of the Independent Authority for Election Management - AIGE Mali Officiel

AIGE - Police Nationale : Brainstorming sur la Gouvernance électorale

AIGE - National Police: Brainstorming on Electoral Governance



Le secrétaire général de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections, le Colonel Boussourou DRAME, ainsi que le Chef du Département des Relations Publiques, Aliou Ahamadou SANGHO, ont animé ce mercredi 13 septembre 2023, une conférence sur la gouvernance électorale en République du Mali, notamment les attributions, le fonctionnement et l'organisation de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections.

La conférence s'est tenue au Centre de Formation spéciale des Élèves Commissaires, en présence du directeur dudit Centre, le contrôleur principal Issa Fomba, ainsi que de plusieurs centaines d'élèves Commissaire de Police.

Les conférenciers ont fait l'historique de l'Administration électorale et ont rappelé l'importance de la Police Nationale dans l'organisation de toutes les élections. Lors des échanges avec les conférenciers, les élèves commissaires ont fait montre d'un grand intérêt pour le processus électoral dans lequel la Police nationale « joue un rôle crucial », selon le secrétaire général de l'AIGE.

The Secretary-General of the Independent Authority for Election Management, Colonel Bous-sourou DRAME, and the Head of the Department of Public Relations, Aliou Ahamadou SANGHO, hosted a conference on electoral governance in the Republic of Mali on Wednesday, September 13, 2023. The conference focused on the responsibilities, operations, and organization of the Independent Authority for Election Management.

The conference took place at the Special Training Center for Student Commissioners, in the presence of the Director of the Center, principal controller Issa Fomba, and several hundred student Police Commissioners.

The speakers provided a history of electoral administration and emphasized the importance of the National Police in organizing all elections. During the discussions with the speakers, the student commissioners showed great interest in the electoral process, where the National Police "plays a crucial role," according to the Secretary-General of AIGE



Démarrage des travaux préliminaires de la révision des listes électorales

Start of Preliminary Work for the Revision of Electoral Rolls



En prélude à la révision annuelle des listes électorales, l'Autorité Indépendante de Gestion des élections (AIGE) a remis hier 25 septembre 2023 à la Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT), des documents électoraux indispensables à la révision desdites listes. La cérémonie de remise a eu lieu en présence du Chef de la Division Fichier électoral de l'AIGE, M. Mamadou DEMBELE et du Sous-Directeur des Affaires Politiques et Partenariat de la DGAT, M. Badra Aliou KEITA. Ces documents électoraux produits par l'AIGE, indispensables à la mise à jour du fichier électoral, sont entre autres, la liste des opérations de radiations, le tableau de validation des électeurs potentiels (omis/ et nouveaux majeurs), le tableau des transferts.

Selon le chef de la Section Listes électorales de l'AIGE, M. Aboubacar DISSA, les documents qui font l'objet de la présente remise, concernent la Région de Kayes, celle de Koulikoro ainsi que le District de Bamako.

Les listes électorales, suivant l'article 52 de la Loi Electorale (LE), font l'objet d'une révision annuelle du 1er octobre au 31 décembre de chaque année. Durant toute l'année qui suit la clôture de la liste électorale, les élections sont faites suivant la liste révisée et arrêtée au 31 décembre, précise la Loi électorale.

In preparation for the annual revision of the electoral rolls, the Independent Authority for Election Management (AIGE), on September 25, 2023, handed over essential electoral documents for the revision of these lists to the General Directorate of Territorial Administration (DGAT). The handing-over ceremony took place in the presence of the Head of the Electoral File Division of AIGE, Mr. Mamadou DEMBELE, and the Deputy Director of Political Affairs and Partnership of the DGAT, Mr. Badra Aliou KEITA. These electoral documents produced by AIGE, essential for updating the electoral roll, include the list of deletion operations, the table for validating potential voters (omitted and new adults), and the transfer table.

According to the head of the Electoral Lists Section of AIGE, Mr. Aboubacar DISSA, the documents being handed over pertain to the Kayes Region, the Koulikoro Region, and the District of Bamako.

As per Article 52 of the Electoral Law (LE), the electoral rolls are subject to an annual revision from October 1st to December 31st each year. Throughout the year following the closure of the electoral roll, elections are conducted based on the revised list finalized on December 31st, as specified by the Electoral Law.



Atelier sur le rôle de la société civile dans la participation citoyenne et la cohésion en période de transition politique

Workshop on the Role of Civil Society in Citizen Participation and Cohesion During Political Transition



Les travaux de l'atelier sur « le rôle de la société civile dans la participation citoyenne et la cohésion en période de transition politique », initié et organisé le Bureau de représentation de la Communauté des Etats de Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont déroulés à l'hôtel Diamcis de Banakoroni-Sénou du 05 au 07 octobre 2023.

Cet atelier avait pour objectif de contribuer à la réalisation des différentes élections générales dans un cadre participatif, inclusif, apaisé et transparent et plus spécifiquement : renforcer le cadre de concertation périodique entre l'Etat les organisations de la société civile, organiser des campagnes de sensibilisation des citoyens pour le retrait des cartes d'électeur biométrique, organiser des cadres d'échanges pour susciter une meilleure participation aux élections en général et celle des femmes en particulier, appuyer des cadres d'échanges d'initiation au processus du vote citoyen, encourager la redevabilité des politiques publiques, impulser une dynamique de parti-

The workshop on 'The Role of Civil Society in Citizen Participation and Cohesion During Political Transition,' initiated and organized by the Representation Office of the Economic Community of West African States (ECOWAS), took place at the Diamcis Hotel in Banakoroni-Sénou from October 5 to 7, 2023.

The workshop aimed to contribute to the conduct of various general elections in a participatory, inclusive, peaceful, and transparent manner. Its specific objectives were to strengthen the frame-work for periodic consultation between the State and civil society organizations, to organize citizen awareness campaigns for the collection of biometric voter cards, to facilitate forums for exchange to encourage broader participation in elections generally and women's participation in particular, to support exchange frameworks for introducing the citizen voting process, to promote public policy accountability, to drive a dynamic of political



participation politique aux organisations de la société civile puis favoriser le rôle de la société civile dans la promotion de la cohésion sociale an période électorale.

L'atelier a enregistré la participation du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, du Ministère des maliens établis à l'extérieur et de l'intégration africaine, du Conseil national de transition, de plusieurs partenaires (Union Européenne, Pnud), de représentants des organisations de la société civile (femmes et jeunes) et des medias et des structures membres de la Plateforme collaborative des Structures nationales, Représentation et Agence de la CEDEAO au Mali dont le Centre national pour la coordination du mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux risques et la Délégation générale à l'intégration africaine. La liste des participants est en annexe.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par quatre interventions. M. Roland Seri, Représentant résident ad joint du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Mali, a salué la tenue de cet atelier financé par la Délégation de l'Union Européenne au Mali et dont son organisation assure l'appui technique afin de mieux outiller les organisations de la société civile dans leur rôle de veille et d'actions dans le contexte de transition afin de renforcer la démocratie et l'Etat de droit. Il s'agit, suivant les objectifs recherchés par le Projet d'appui à la transition, de contribuer à jeter les fondations solides d'un Mali nouveau pour un développement durable et équitable.

A sa suite, M. Mateusz Prorok, Chef d'Equipe chargée de la gouvernance et des secteurs sociaux à la Délégation de l'Union Européenne au Mali, a réaffirmé la disponibilité de son organisation à accompagner les efforts du Mali pour réussir une transition inclusive et apaisée au bénéfice des populations qui aspirent au progrès et au développement. Il a indiqué que c'est en travaillant ensemble avec tous les acteurs qu'il sera possible d'influencer véritablement l'avenir dans un esprit de dialogue par les maliens et pour les maliens.

Le Représentant résident de la Cedeao au Mali, S.E.M. Mário Gomez Fernandez a exprimé sa solidarité au peuple malien suite aux derniers évènements qui ont endeuillé les populations et a souhaité le retour rapide de la paix et de la cohésion, bases de tout développement. Il a souligné que l'atelier visait à renforcer les capacités de la société civile dans le contexte des différentes échéances

participation among civil society organizations, and to enhance the role of civil society in promoting social cohesion during electoral periods.

The workshop saw the participation of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, the Ministry of Malians Abroad and African Integration, the National Transition Council, several partners (European Union, UNDP), representatives of civil society organizations (women and youth), media, and members of the Collaborative Platform of National Structures, Representation and Agency of ECOWAS in Mali, including the National Center for the Coordination of the Early Warning and Response Mechanism and the General Delegation for African Integration. The list of participants is in the appendix.

The opening ceremony featured four speeches. Mr. Roland Seri, Deputy Resident Representative of the United Nations Development Program (UNDP) in Mali, welcomed the holding of this work-shop funded by the Delegation of the European Union in Mali and technically supported by his organization to better equip civil society organizations in their role of monitoring and action in the context of transition to strengthen democracy and the rule of law. The goal, in line with the objectives pursued by the Support Project for Transition, is to help lay the solid foundations for a new Mali, for sustainable and equitable development.

Following him, Mr. Mateusz Prorok, Team Leader for Governance and Social Sectors at the Delegation of the European Union in Mali, reaffirmed his organization's readiness to support Mali's efforts to achieve an inclusive and peaceful transition for the benefit of people aspiring to progress and development. He stated that it is only by working together with all stakeholders that it will be possible to genuinely influence the future in a spirit of dialogue by and for the Malians.

The Resident Representative of ECOWAS in Mali, H.E. Mário Gomes Fernandes, expressed his solidarity with the Malian people following the recent events that have grieved the population and wished for a swift return to peace and cohesion, the foundations of all development. He emphasized that the workshop aimed to strengthen the capacity of civil society in the



électorales prévues, en vue de susciter une dynamique positive, inclusive, apaisée et transparente dans la suite de la retraite stratégique de janvier 2023 et des deux sessions antérieures du Café de la Cedeao. Il a exprimé sa gratitude à la Délégation de l'Union Européenne et au Pnud pour leur appui.

M. Adama Koné, Chef de la Section affaires politiques et sécurité au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale a, pour sa part, prononcé la formule d'ouverture de l'atelier après en avoir salué la pertinence et l'opportunité.

Au terme des interventions, les travaux sont été suspendus pour la photo de famille, la pause-café et le retrait de certains partenaires.

Le premier panel a porté sur le « Rôle et la responsabilité de la société civile dans un contexte de crise: enjeux et défis.» Ce panel a été animé par Mme Bouaré Bintou Founè Samaké, Présidente de l'ONG Wildaf. Dans sa communication, elle s'est appesantie sur quatre volets importants : le contexte, les rôles et les responsabilités des organisations de la société civile dans un contexte de crise, les enjeux et les défis et quelques recommandations. Il ressort de l'exposé qu'on assiste au Mali à un débordement continu des organisations de la société civile quant à leur nature, leur champ d'action et leurs finalités. Cette situation n'a pas connu une évolution notable notwithstanding le contexte de crise multidimensionnelle que le pays traverse depuis une dizaine d'années. Pour corro-

context of the various electoral deadlines, in order to create a positive, inclusive, peaceful, and transparent dynamic following the strategic retreat in January 2023 and the two previous sessions of the ECOWAS Café. He expressed his gratitude to the European Union Delegation and the UNDP for their support.

Mr. Adama Koné, Head of the Political Affairs and Security Section at the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, officially opened the workshop after highlighting its relevance and timeliness.

After the speeches, the workshop was suspended for a group photo, coffee break, and the departure of some partners.

The first panel focused on 'The Role and Responsibility of Civil Society in a Crisis Context: Challenges and Issues.' This panel was led by Mrs. Bouaré Bintou Founè Samaké, President of the NGO Wildaf. In her presentation, she delved into four critical aspects: the context, the roles and responsibilities of civil society organizations in a crisis context, the challenges and issues, and some recommendations. The presentation revealed that in Mali, there is an ongoing proliferation of civil society organizations in terms of their nature, scope of action, and purposes. This situation has not seen significant evolution despite the country's decade-long multidimensional crisis. To corroborate her findings, the panelist discussed, among other



borer ses constats, la paneliste a commenté, entre autres, les difficultés d'obtenir des statistiques fiables ainsi que la défaillance de plusieurs organisations qui manquent à leur obligation de déposer des rapports annuels au Ministère de l'administration territoriale de la décentralisation. Elle a, à la suite d'une série de points de réflexion adressés aux participants, souhaité que la société civile se positionne dans un rôle de soutien à l'Etat en période de crise pour l'aider à relever les différents défis pour le développement durable des communautés.

A ce titre, les OSC doivent mener des études minutieuses sur des besoins réels des populations pour mener des actions de plaidoyer efficaces dans une bonne coordination géographique sur le terrain. Elle a également insisté sur le rôle de la presse qui doit se renforcer et contribuer à l'apaisement avant de suggérer une plus grande synergie d'actions entre les OSC et l'avènement d'une presse libre, impartiale et indépendante.

Les discussions se sont poursuivies, après la pause-déjeuner, dans deux groupes de réflexion constitués par les organisateurs aux fins de faire ressortir in fine les défis et les recommandations à la suite de la présentation. Chaque groupe a désigné un président et un rapporteur.

Quant au second panel il a porté sur le « Rôle de société civile dans le renforcement de la cohésion sociale en période électorale. » Ce panel a été animé par M. Ahmed Sékou Diallo, Directeur exécutif de l'ONG AFAD. Dans son exposé, il a mis l'accent sur définition de la société civile qu'il faut entendre comme « l'ensemble des citoyens et des organisations non gouvernementales qui ne font pas partie du gouvernement, ni de l'armée, mais qui jouent un rôle essentiel dans la vie politique, sociale et économique du pays ». Cette définition a été confortée par une définition consensuelle adoptée en octobre 2001 par les OSC du Mali au palais des congrès.

Le paneliste a ensuite développé les contextes sociopolitiques humanitaires et sécuritaires du Mali marqués par la crise sécuritaire et le retrait de certains Partenaires Technique et Financier (PTF), avant d'évoquer certains rôles de la société civile dans la transition politique dont la sensibilisation, la mobilisation et l'éducation citoyenne ; l'observation, la médiation électorale et la production des rapports et recommandations avant, pendant et après, le plaidoyer pour les élections libres, transparente et la lutte contre la désinformation et les fakes-news.

things, the difficulties in obtaining reliable statistics and the failure of several organizations to meet their obligation to submit annual reports to the Ministry of Territorial Administration and Decentralization. Following a series of reflective points addressed to the participants, she expressed the hope that civil society would position itself in a supportive role to the State during times of crisis to help overcome various challenges for the sustainable development of communities.

As such, civil society organizations (CSOs) must conduct meticulous studies on the real needs of the population to carry out effective advocacy actions in good geographic coordination on the ground. She also emphasized the role of the press, which must strengthen and contribute to peace, and suggested greater synergy between CSOs and the emergence of a free, impartial, and independent press.

After lunch, discussions continued in two reflection groups formed by the organizers to ultimately highlight the challenges and recommendations following the presentation. Each group appointed a president and a rapporteur.

The second panel was on 'The Role of Civil Society in Strengthening Social Cohesion in Electoral Periods,' led by Mr. Ahmed Sékou Diallo, Executive Director of the NGO AFAD. He focused on defining civil society as 'all citizens and non-governmental organizations not part of the government or the military but play a crucial role in the country's political, social, and economic life.' This definition was reinforced by a consensus definition adopted in October 2001 by Malian CSOs at the Congress palace.

The panelist then discussed the humanitarian and security sociopolitical contexts of Mali, marked by the security crisis and the withdrawal of some Technical and Financial Partners (TFP), before discussing some roles of civil society in the political transition, including awareness, mobilization, and citizen education; electoral observation, mediation, and reporting and recommendations before, during, and after, advocacy for free, transparent elections, and the fight against disinformation and fake news.



Selon le paneliste, les défis et les obstacles sont entre autres l'instabilité politique, les intimidations, les menaces et les répressions ; l'insuffisance de coordination entre les OSC ; la censure et l'autocensure des médias ; l'analphabétisme et les ingérences politiques ; le manque de neutralité des acteurs des OSC et l'insuffisance de gouvernance dans la gestion des fonds mobilisés.

La présentation a été suivie d'une séance de question/réponses et de contributions (place des médias, confiance entre acteurs politique et population, mécanismes de prévention et de résolution des conflits) au terme de laquelle les participants ont formulé des recommandations.

Le troisième panel a porté sur « Quelles stratégies pour influencer les décisions pour une meilleure prise en compte de la Citoyenneté et des groupes vulnérables notamment les Femmes ? »

Ce panel a été animé par Mme Traoré Nane Sissako du Groupe pivot droits et citoyenneté des femmes. La communication a porté sur le cadre organisationnel du Groupe pivot droits et citoyenneté des femmes qui comprend plusieurs associations membres dont l'AMDH, quelques actions menées sur le terrain, l'histoire du combat politique des femmes au Mali et dans la sous-région, la problématique de la représentativité dans les instances de décision, les nombreux instruments nationaux et internationaux adoptés par le Mali en faveur de l'émancipation politique des femmes.

Se fondant sur son parcours dans la gestion et la résolution des conflits et les processus électoraux, la panéliste a insisté sur la non application de ces instruments dont la loi n° 2015-052 du 18 Décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. A ce titre, l'animation de campagne de plaidoyer doit être poursuivie.

La clôture a été marquée par trois interventions à savoir : celle du porte-parole des participants, celle du Représentant résident de la CEDEAO au Mali et celle du représentant du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale.

Dans son mot de circonstances, M. Siriman Sacko, a au nom des participants, remercié le Bureau de la CEDEAO, le PNUD et l'Union européenne pour l'organisation de

According to the panelist, the challenges and obstacles include political instability, intimidation, threats, and repression; lack of coordination among CSOs; media censorship and self-censorship; illiteracy and political interference; lack of neutrality among CSO actors, and inadequate governance in managing mobilized funds.

The presentation was followed by a question-and-answer session and contributions (media's role, trust between political actors and the population, conflict prevention and resolution mechanisms), after which the participants made recommendations.

The third panel was on 'What Strategies to Influence Decisions for Better Consideration of Citizen-ship and Vulnerable Groups, Especially Women?'

This panel was led by Mrs. Traoré Nane Sissako of the Pivot Group on Women's Rights and Citizenship. The communication focused on the organizational framework of the Pivot Group on Women's Rights and Citizenship, which includes several member associations such as AMDH, some actions carried out in the field, the history of women's political struggle in Mali and the sub-region, the issue of representation in decision-making bodies, and numerous national and international instruments adopted by Mali in favor of women's political emancipation.

Based on her experience in conflict management and electoral processes, the panelist emphasized the non-application of these instruments, including Law No. 2015-052 of December 18, 2015, instituting measures to promote gender in access to nominative and elective functions. As such, advocacy campaign activities must continue.

The closing was marked by three speeches: one by the participants' spokesperson, one by the ECOWAS Resident Representative in Mali, and one by the representative of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation.

In his remarks, Mr. Siriman Sacko, on behalf of the participants, thanked the ECOWAS Office, UNDP, and the European Union for organizing the workshop and expressed hope for more such initiatives to invigorate civil society organizations, which must better



cet atelier et a souhaité que de telles initiatives de renforcement afin d'insuffler un nouvel élan aux organisations de la société civile qui doivent mieux cerner leur rôle et leur mission dans le contexte du Mali actuel. Aussi, le principe d'acter une motion de remerciements dans le rapport général à ces trois partenaires a été retenu.

Le Représentant résident de la CEDEAO au Mali, S.E.M. Mário Gomez Fernandez, a exprimé toute sa satisfaction quant au déroulement des travaux, la qualité des échanges et l'engagement des acteurs de la société civile à jouer leur rôle pour une sortie de crise apaisée. Il a félicité l'équipe technique chargée de l'organisation.

Enfin, M. Adama Koné, représentant du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale a prononcé la clôture des travaux dont il a salué la qualité et l'intérêt.

L'atelier a formulé plusieurs recommandations dont : redéfinir le concept de société civile et dresser la cartographie des associations ; renforcer et veiller à l'application stricte des dispositifs juridiques ; contribuer au renforcement de capacités des femmes et des jeunes évoluant dans la société civile et ainsi que leur promotion ; mettre en place un cadre de concertation tripartite (OSC/Partis politiques/Etat) pour mieux encadrer leurs relations et les attributions de chaque partie ; renforcer le mécanisme de création des organisations de la société civile. Il s'agira également de faire des propositions de loi pour la protection des acteurs de la société civile notamment les femmes et les jeunes ; organiser des séances de restitution à l'endroit des militants des partis politiques sur les réformes politiques en cours ; sensibiliser les militants sur l'importance des OSC dans la promotion de la démocratie ; contribuer à la création d'un cadre tripartite de concertation entre le gouvernement, les organisations de la société civile et les partis politiques ; mettre en place un système de spécialisation des OSC (répertoire) ; créer un cadre de concertation régulière entre les organisations de la société civile ;

Les participants ont adressé leurs remerciements aux Organisations suivantes pour leurs précieuses contributions au déroulement des travaux. Il s'agit de : la Délégation de l'Union Européenne (UE) qui a financé la session, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour son appui technique et le Bureau de Représentation de la CEDEAO au Mali pour l'organisation technique.

understand their role and mission in the current context of Mali. Also, the principle of including a motion of thanks to these three partners in the general report was agreed upon.

The ECOWAS Resident Representative in Mali, H.E. Mário Gomes Fernandes, expressed his satisfaction with the proceedings, the quality of the discussions, and the commitment of civil society actors to play their role in a peaceful crisis resolution. He congratulated the technical team in charge of the organization.

Finally, Mr. Adama Koné, representing the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, officially closed the workshop, praising its quality and interest.

The workshop formulated several recommendations, including redefining the concept of civil society and mapping associations; strengthening and ensuring strict application of legal provisions; contributing to the capacity building of women and youth in civil society and promoting their advancement; establishing a tripartite consultation framework (CSOs/Political Parties/State) to better guide their relationships and each party's responsibilities; strengthening the mechanism for creating civil society organizations. It will also involve proposing laws for the protection of civil society actors, especially women and youth; organizing feedback sessions for political party activists on ongoing political reforms; raising awareness among activists on the importance of CSOs in promoting democracy; contributing to the creation of a tripartite consultation framework between the government, civil society organizations, and political parties; establishing a specialization system for CSOs (directory); creating a regular consultation framework among civil society organizations;

The participants expressed their gratitude to the following Organizations for their valuable contributions to the proceedings: the European Union Delegation (EU), which financed the session, the United Nations Development Program (UNDP) for its technical support, and the ECOWAS Representation Office in Mali for the technical organization.



Promotion de la paix et de la réconciliation : Le Bureau de Représentation de la CEDEAO au Mali organise un atelier au profit des Organisations de la société civile

Promotion of Peace and Reconciliation : The ECOWAS Representation Office in Mali Organizes a Workshop for Civil Society Organizations



Un atelier de 3 jours a regroupé du 22 au 24 novembre 2023 plusieurs organisations de la société civile à l'Hôtel Binthily Lodge de Djoliba dans le Mandé sur le rôle de la société civile dans la promotion de la paix et la réconciliation.

From November 22 to 24, 2023, a three-day workshop convened numerous civil society organizations at the Binthily Lodge Hotel in Djoliba, Mandé. The focus was on civil society's role in fostering peace and reconciliation.



A travers cet atelier, le Bureau du Représentant Résident de la CEDEAO a recherché l'objectif de renforcer les acteurs de la société civile pour une transition apaisée et réussie, encourager le processus de réconciliation et du vivre ensemble, impulser une dynamique de participations des Organisations de la Société Civile à la gestion des affaires publiques, favoriser le rôle de la société civile dans la promotion de la cohésion sociale, sensibiliser et informer sur les conséquences de la désinformation au Mali.

La société civile est un acteur incontournable dans tout processus de développement en ce sens que ses membres participent à la définition et à la mise en œuvre des politiques au profit des populations et exercent un contrôle sur la mise en œuvre de ces politiques. Aussi les acteurs de la société civile pour réussir leur mission, doivent respecter les règles de gouvernance démocratique concernant leur fonctionnement interne, défendre les intérêts de leurs membres et contribuer au développement social, économique et culturel durable de la société. Cette mission consiste à contribuer à améliorer les conditions de vie des citoyens et permettre un développement économique durable. Elles assurent des activités ayant une utilité sociale telles que des missions humanitaires, l'engagement citoyen, l'insertion de personnes vulnérables. Enfin, elles jouent également le rôle de médiateurs entre les pouvoirs publics et les citoyens sur les préoccupations du moment.

Selon SEM. Mário Gomes Fernandes, Représentant Résident de la CEDEAO au Mali, qui a pris part aux travaux aux côtés du Représentant de l'Ambassade d'Allemagne qui a financé le projet et du Représentant du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, les processus de réconciliation ont joué un rôle crucial dans la résolution des crises, permettant ainsi aux populations de vivre en paix et une réconciliation réussie contribue à éviter la répétition des conflits et à édifier des sociétés plus pacifiques, résilientes et prospères.

La participation de la société civile à ce processus, constitue un moyen sûr de tracer des orientations précises et efficaces dans toute politique de développement et est le chemin idéal pour un pays pour construire les bases solides d'un développement durable et équitable.

The ECOWAS Resident Representative's Office organized this event with the aim of empowering civil society actors for a peaceful and effective transition, promoting the processes of reconciliation and communal harmony, stimulating the involvement of Civil Society Organizations in public affairs management, enhancing the role of civil society in advancing social cohesion, and raising awareness about the impact of disinformation in Mali.

Civil society is an indispensable actor in any development process because its members contribute to the formulation and implementation of population-centric policies while also monitoring these policies' execution. For civil society actors to fulfill their mission effectively, they must adhere to democratic governance principles in their internal operations, advocate for their members' interests, and contribute to the sustainable social, economic, and cultural development of society. Their mission includes improving citizens' living conditions and fostering sustainable economic growth. These organizations undertake socially beneficial activities, such as humanitarian missions, civic engagement, and integrating vulnerable individuals. Furthermore, they serve as intermediaries between the government and citizens, addressing current issues of concern.

According to H.E. Mário Gomes Fernandes, ECOWAS Resident Representative in Mali, who participated in the workshop alongside representatives from the German Embassy (funding the project) and the Ministry of Malians Abroad and African Integration, reconciliation processes have been crucial in resolving crises, enabling populations to live in peace. Effective reconciliation helps prevent the recurrence of conflicts and builds more peaceful, resilient, and prosperous societies.

Civil society's engagement in this process ensures the development of clear and effective strategic directions in development policies and represents the ideal pathway for a country to establish a strong foundation for sustainable and equitable development.

Société Civile : présentation du groupe PIVOT Droits et Citoyenneté des Femmes

Civil Society : presentation of the PIVOT group on Women's Rights and Citizenship

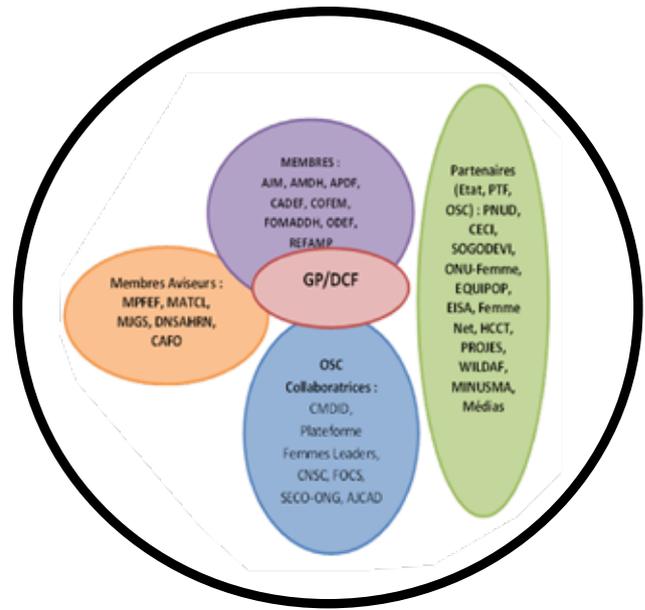
1.1. Historique

Le GP/DCF est une coalition née de l'initiative de huit (8) associations ou ONG qui sont AJM, AMDH, APDF, CADEF, COFEM, FOMADDH, ODEF, REFAMP qui constituaient les organisations d'exécution du projet « Droits et Citoyenneté des femmes en Afrique Francophone » en partenariat avec le Centre Canadien d'Etude et de Coopération internationale (CECI). Ce projet, financé par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) a couvert la période de 1998 à 2003. Constitué en 2001, le GP/DCF est titulaire du Récépissé N° 0812/MATCL – DNI du 22 Novembre 2002.

En plus de ses 8 membres intervenants, le GP/DCF, depuis sa création, a formalisé un partenariat stratégique avec le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (MATCL), le Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, la Direction Nationale de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstitution du Nord et la Coordination des Association et ONG féminines (CAFO) appelés membres aviseurs. Par ailleurs il est Membre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) et du réseau de Renforcement des capacités de la coalition RRI (Right And Ressources Initiatives).

1.2. Structure

Sur le plan organisationnel, le GP/DCF est structuré en instance et organes. Ainsi,



1.1. History

The GP/DCF (Pivot Group on Women's Rights and Citizenship) is a coalition that emerged from the initiative of eight (8) associations or NGOs: AJM, AMDH, APDF, CADEF, COFEM, FOMADDH, ODEF, REFAMP. These organizations were the implementing bodies of the "Rights and Citizenship of Women in Francophone Africa" project, in partnership with the Canadian Centre for International Studies and Cooperation (CECI). Funded by the Canadian International Development Agency (ACDI), this project spanned from 1998 to 2003. Formed in 2001, the GP/DCF is registered under Receipt No. 0812/MATCL – DNI dated November 22, 2002.

In addition to its eight founding members, the GP/DCF has, since its inception, formed a strategic partnership with the Ministry of Women's, Children's, and Family Promotion (MPFEF), the Ministry of Territorial Administration and Local Authorities (MATCL), the Ministry of Justice, National Solidarity Directorate, Humanitarian Action and Reconstruction of the North, and the Coordination of Women's



- l'assemblée générale est l'instance suprême du GP/DCF, elle est constituée des huit (8) associations et ONG membres ;
- le bureau est mis en place par l'assemblée générale. Il est constitué de huit (8) personnes représentant chacune une association ou ONG membre. Le bureau travaille bénévolement. Ce bureau est l'organe d'exécution du GP/DCF. C'est lui qui répond aux différentes sollicitations du GP et élabore les projets et recherche les appuis au besoin. ;
- Les Membres Aviseurs et les Personnes Ressources sont consultés en fonction de leurs expertises pour des orientations et la mise en œuvre des activités.
- Les commissions thématiques sont mises en place au besoin par le bureau pour gérer des questions spécifiques ;
- Le secrétariat permanent comprenant principalement une secrétaire, un comptable à mi-temps et un planton constituent le personnel d'appui. Il est recruté par le bureau après consultation de tous les membres.

1.3. Ressources

- Les ressources financières : elles sont constituées des cotisations des membres, des subventions, des frais administratifs des projets.
- Les ressources humaines : le GP dispose de ressources humaines compétentes couvrant entièrement ses domaines/niveaux d'intervention en matière de droits. Il bénéficie constamment et de façon dévouée de l'expertise d'un réseau important d'hommes et de femmes leaders politiques, communautaires, religieux et traditionnels, en fonction ou ayant des expériences de postes de haut niveau administratif et/ou électifs en tant que Ministres, Députés, Conseillers.
- Les ressources matérielles : l'octroi d'un siège au Groupe Pivot par l'Etat dans la Cité des Coopérants est une marque d'utilité publique et constitue un acquis important de ressource.

1.4. Groupes cibles, zones d'intervention et domaine d'expertise

- Les Groupes cibles : Les groupes cibles sont les femmes, les jeunes, les leaders communautaires, les élus (es), les autorités politiques et administratives

Associations and NGOs (CAFO), known as advisory members. The group is also a member of the African Peer Review Mechanism (MAEP) and the Right And Resources Initiatives capacity-building network (RRI).

1.2. Structure

Organizationally, the GP/DCF is structured into bodies and instances:

- *The general assembly, the supreme body, comprises the eight (8) member associations and NGOs.*
- *The board, established by the general assembly, consists of eight (8) representatives from each member organization or NGO. This board operates voluntarily and executes the GP/DCF's tasks, responding to various requests and developing projects and seeking support as needed.*
- *Advisory Members and Resource Persons are consulted based on their expertise for guidance and implementation of activities.*
- *Thematic commissions are established as required by the board to manage specific issues.*
- *The permanent secretariat, mainly comprising a secretary, a part-time accountant, and an office assistant, forms the support staff. They are recruited by the board after consulting all members.*

1.3. Resources

- *Financial resources consist of member contributions, grants, and project administrative fees.*
- *Human resources: the GP has competent human resources fully covering its areas/levels of intervention in rights matters. It consistently and devotedly benefits from the expertise of a significant network of political, community, religious, and traditional leaders, both in office and those with high-level administrative and/or elective experience, such as Ministers, Deputies, Advisors.*
- *Material resources: The State's provision of headquarters to the Pivot Group in the City of Cooperatives signifies public utility and constitutes a significant resource.*



et les partis politiques. Les Zones d'intervention : Les activités du GP/DCF couvrent toute l'étendue du territoire du Mali. A cet effet, il dispose des antennes dans toutes les régions du Mali.

- Les Domaines d'expertise du GP/DCF dans les Droits de l'Homme : fort de ses nombreuses années d'intervention et de celles de ses membres, le GP/DCF a développé une expertise solide en :
 - ✓ Gouvernance (participation à la citoyenneté, justice, Violences Basées sur le Genre) ;
 - ✓ Etude et Recherche (plaidoyer, vulgarisation du droit, promotion et protection des droits, mobilisation sociale) ;
 - ✓ Renforcement des capacités (formation, information, sensibilisation) ; et
 - ✓ Analyse des programmes des lois et assistance juridiques.
- Partenariat et collaboration : parmi les partenaires techniques et financiers qui ont eu à accompagner le GP dans ses actions, on compte le PNUD, le PROJES, les coopérations Canadienne (Ambassade et CECI) et Danoise, l'ONU Femme. Les médias, les communicateurs traditionnels et WILDAF sont des acteurs avec lesquels le GP collabore.

1.5. Expériences et crédibilité institutionnelle

Au fil de ses différents plans stratégiques (2003-2007 ; 2009-2013 et 2015-2019), le GP/DCF a acquis une crédibilité et des expériences en matière de droits des femmes en tant que réseau de femmes leaders à travers ses organisations membres. Ainsi, pendant près de deux (2) décennies, le Groupe Pivot s'est imposé comme une organisation de référence de la société civile capable de promouvoir et de défendre les droits des femmes au Mali. Par la formation de ses membres et son activisme, il a acquis des compétences qui lui permettent de prendre part efficacement et avec efficacité à des rencontres de haut niveau (ateliers et de groupes de réflexion, commissions) tant d'autres acteurs de la société civile que des départements ministériels et des partenaires techniques et financiers.

Dans la période de sa création à nos jours, le GP/DCF a participé efficacement à des actions qui lui ont conféré une notoriété et une crédibilité institutionnelle dans la promotion des droits des femmes. Il a été partie prenante de plusieurs actions dont, entre autres :

1.4. Target Groups, Intervention Areas, and Expertise

- *Target groups include women, youth, community leaders, elected officials, political and administrative authorities, and political parties.*
- *Intervention areas: GP/DCF activities cover the entire territory of Mali, with branches in all regions.*
- *Expertise in Human Rights: With many years of intervention experience, the GP/DCF and its members have developed solid expertise in:*
 - ✓ *Governance (citizenship participation, justice, Gender-Based Violence).*
 - ✓ *Study and Research (advocacy, law popularization, rights promotion and protection, social mobilization).*
 - ✓ *Capacity Building (training, information, awareness).*
 - ✓ *Analysis of legislative programs and legal assistance.*
- *Partnerships and collaborations: Among the technical and financial partners who have supported the GP's actions are the UNDP, PROJES, Canadian (Embassy and CECI) and Danish cooperation, and UN Women. The media, traditional communicators, and WILDAF are collaborators.*

1.5. Experience and Institutional Credibility

Through its strategic plans (2003-2007; 2009-2013; 2015-2019), the GP/DCF has gained credibility and experience in women's rights as a network of women leaders through its member organizations. For nearly two decades, the Pivot Group has established itself as a reference organization in civil society, capable of promoting and defending women's rights in Mali. Through training and activism, it has acquired skills enabling effective and efficient participation in high-level meetings (workshops, reflection groups, commissions), with other civil society actors, ministerial departments, and technical and financial partners.

From its inception to the present, the GP/DCF has effectively participated in actions that have conferred



- le plaidoyer pour la diligence du code des personnes et de la famille ;
- la sensibilisation et information pour favoriser l'implication des femmes aux élections comme électrices et candidates ;
- la vulgarisation du droit (diffusion du « Guide Juridique de la Femme »)
- l'observation auprès de l'ECOSOC ;
- l'élaboration du rapport du Mali sur la « Déclaration solennelle sur l'égalité entre les sexes » ;
- le plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les textes politiques ;
- les projets de loi portant ratification du protocole à la charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des Femmes ;
- la Charte des partis politiques et Code électoral ;
- l'approche droits-humains appliquée au Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ;
- La consultation sur le développement institutionnel et le renforcement des capacités.
- La conception, la consultation, l'adoption et la vulgarisation de la Politique Nationale Genre au niveau Local, Régional et National.

En 2017, dans le cadre de son plan stratégique, 2013-2019, le GP/DCF a été retenu comme partenaire de ONU Femmes à la suite d'un processus d'évaluation. Selon les résultats d'un diagnostic institutionnel et organisationnel rigoureux, le GP/DCF a été classé à un niveau de risque global (faible). C'est-à-dire qu'il dispose de réelles capacités techniques, logistique de gestion financière et administrative lui permettant de mettre en œuvre des projets et programmes en lien avec les flagships de toutes les composantes du programme pays ONU Femmes. A cet effet, le Groupe Pivot figure sur la liste des partenaires avec lesquelles l'organisation onusienne pourrait collaborer au titre de son cycle de programmation 2017-2022.

En 2019, le GP/DCF a participé avec brio Dialogue National Inclusif, conduit par un triumvirat et sous la coupe du Président de la république du Mali. Au niveau des Communes, dans les Cercles comme dans les Régions, des représentants du Groupe Pivot ont pris part aux travaux et émis avec l'ensemble des femmes des propositions de stratégie de sortie de crise définitive, viable et consensuelle pour le rétablissement de la paix et de la cohésion sociale au Mali. Jusqu'au niveau National où les assises ont eu lieu en Décembre 2019, les femmes, ti-

institutional notoriety and credibility in promoting women's rights. It has been involved in several actions, including:

- *Advocacy for the expedited implementation of the personal and family code.*
- *Awareness and information campaigns to encourage women's involvement in elections as voters and candidates.*
- *Popularization of law (distribution of the "Legal Guide for Women").*
- *Observation at ECOSOC.*
- *Development of Mali's report on the "Solemn Declaration on Gender Equality".*
- *Advocacy for gender inclusion in political texts.*
- *Draft bills ratifying the protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on Women's Rights.*
- *Charter of political parties and the Electoral Code.*
- *Human-rights approach applied to the Strategic Framework for Poverty Reduction.*
- *Consultations on institutional development and capacity building.*
- *Design, consultation, adoption, and popularization of the National Gender Policy at local, regional, and national levels.*

In 2017, as part of its 2013-2019 strategic plan, the GP/DCF was selected as a partner by UN Women following an evaluation process. According to the results of a rigorous institutional and organizational diagnosis, the GP/DCF was rated as low overall risk, meaning it has adequate technical, logistical, financial, and administrative management capacities to implement projects and pro-grams related to all components of the UN Women country program. Consequently, the Pivot Group is listed among the partners with whom the UN organization could collaborate for its 2017-2022 programming cycle.

In 2019, the GP/DCF participated prominently in the Inclusive National Dialogue, led by a triumvirate under the auspices of the President of the Republic of Mali. At the commune, circle, and regional levels, Pivot Group representatives participated in the proceedings and, along with other women, proposed definitive, viable, and consensual crisis resolution strategies for restoring peace and social cohesion in Mali. Even



midement représentées, sont pourtant parvenues, grâce à la complémentarité et la solidarité féminine à faire des propositions pertinentes concernant :

- l'application effective de la Loi 052 ;
- le respect de la R1325 ;
- l'adoption de la Loi sur les VBG ;
- la promulgation de la Loi de protection pour les défenseurs des droits humains ;
- l'accompagnement des Réfugiées et Déplacées pour leur retour ;
- la réparation holistique des victimes de violences sexuelles et sexistes pendant les conflits ; et
- la scolarisation poussée des filles.

C'est également au cours de la période 2015-2019, nonobstant le contexte perturbé, que le GP/DCF a renforcé sa crédibilité au plan national et a capitalisé plusieurs expériences en matière de droits des femmes en tant que collectif tout en menant à bien les projets suivants :

- Le projet « Mobiliser en faveur des Droits et de la Santé Sexuels et Reproductifs : une Alliance pour les femmes et les adolescentes d'Afrique de l'Ouest » financé par Equilibre Population « EQUIPOP » résidant en France et à Ouagadougou/ Burkina Faso. Ce projet a permis de créer une synergie entre les organisations intervenantes dans la santé sexuelle et reproductive et la prise en compte du Genre dans le PDSEC de la commune III.
- Le projet « Justice, Prévention et Réconciliation pour les femmes, mineures et autres personnes affectées par la crise au Mali (JUPREC) » financé par le Canada, ce projet a permis d'élaborer une cartographie des organisations intervenants dans l'assistance judiciaire, des argumentaires pour la relecture de la loi 01-082/ du 24 Aout 2001 relative à l'assistance judiciaire et de faire des plaidoyers au niveau de l'Assemblée Nationale.
- Le projet Gouvernance « Contribuer à une meilleure participation des femmes dans les processus électoraux de 2018 au Mali : législatives et locales/ régionales et éventuellement municipales partielles » financé par ONU Femmes, le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté a mis en place dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti des points focaux devant servir de relais dans l'organisation et la formation des électrices

at the national level, where the sessions took place in December 2019, women, although timidly represented, managed to make relevant proposals through female solidarity and complementarity, addressing:

- *Effective implementation of Law 052.*
- *Adherence to Resolution 1325.*
- *Adoption of the Law on GBV.*
- *Enactment of the Law protecting human rights defenders.*
- *Support for refugees and displaced persons for their return.*
- *Holistic reparations for victims of sexual and gender-based violence during conflicts.*
- *Enhanced education for girls.*

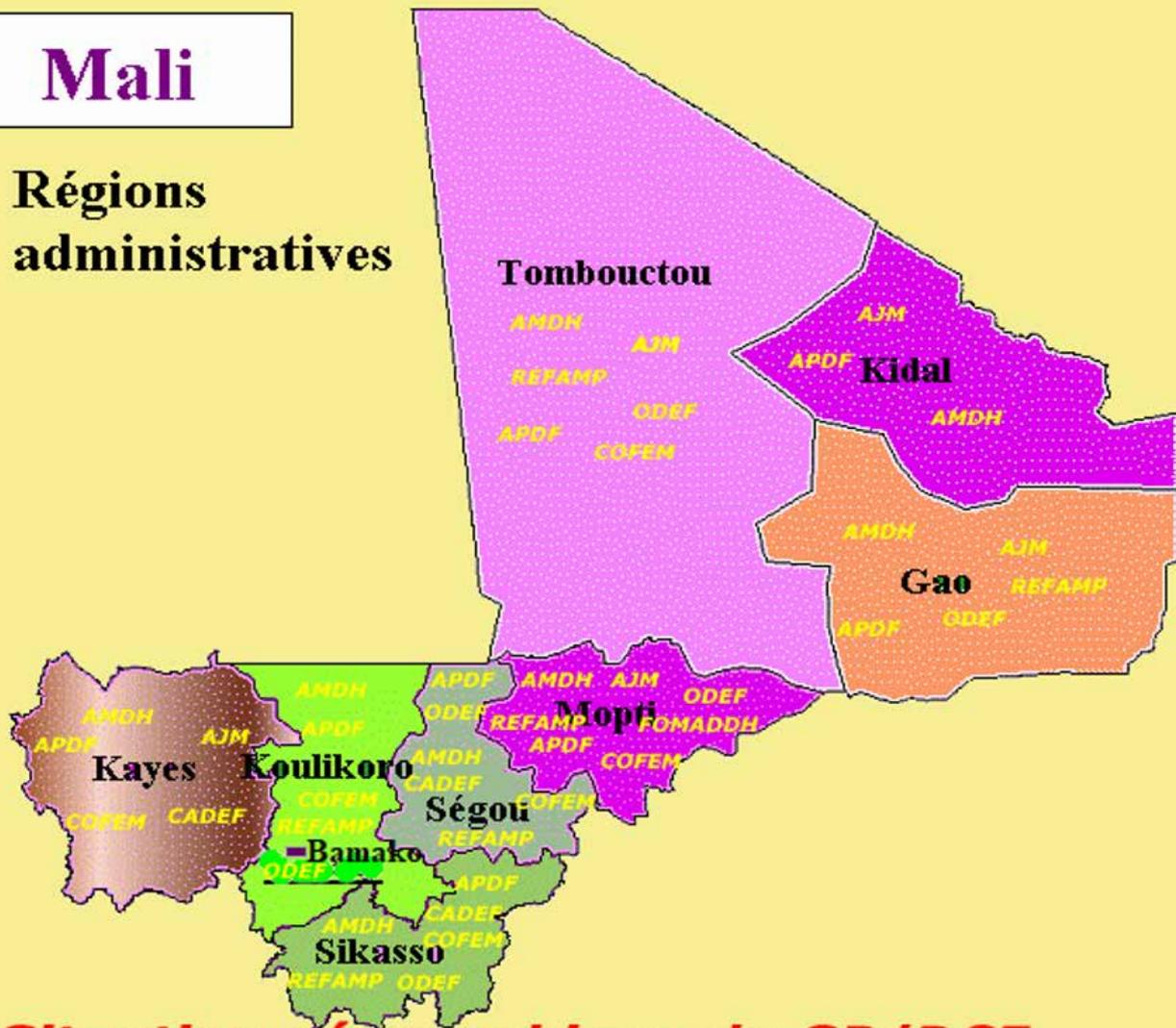
Additionally, in the 2015-2019 period, despite a challenging context, the GP/DCF strengthened its national credibility and accumulated extensive experience in women's rights as a collective, successfully implementing the following projects:

- *“Mobilizing for the Rights and Sexual and Reproductive Health: An Alliance for Women and Adolescents in West Africa” funded by Population Equilibrium “EQUIPOP” based in France and Ouagadougou/Burkina Faso. This project fostered synergy between organizations involved in sexual and reproductive health and included gender in the PDSEC of Commune III.*
- *“Justice, Prevention, and Reconciliation for Women, Minors, and Others Affected by the Crisis in Mali (JUPREC)” funded by Canada, which enabled the creation of a mapping of organizations involved in legal assistance, arguments for revising Law 01-082/ of August 24, 2001, on legal assistance, and advocacy at the National Assembly level.*
- *Governance project “Contributing to Better Women's Participation in the 2018 Electoral Processes in Mali: Legislative and Local/Regional and Possibly Partial Municipal Elections” funded by UN Women. The Pivot Group on Rights and Citizenship established focal points in the regions of Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, and Mopti to serve as relays in organizing and training female voters.*
- *Resolution 1325 project “Women's Participa-*



Mali

Régions administratives



Situation géographique du GP/DCF

- Le projet Résolution 1325 « La participation des femmes aux processus électoraux : Locales, Communales, Régionales et National, Présidentielles et Législatives 2018 » financé par ONU Femmes. Ce projet a permis de recruter 10 conseillers (8F et 2H), identifier et former 112 candidates et élaborer 32 plans d'action.
- Le projet « l'Observation Citoyenne du Mali (POCIM) » financé par Electoral Institute for sustainable Democracy in Africa (EISA) permettant le déploiement de 450 observatrices en vue de donner une plus grande crédibilité et de la transparence au scrutin.

tion in Electoral Processes: Local, Communal, Regional and National, Presidential and Legislative 2018” funded by UN Women. This project facilitated the recruitment of 10 advisors (8F and 2M), the identification and training of 112 candidates, and the development of 32 action plans.

- *“Citizen Observation of Mali (POCIM)” funded by the Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA), enabling the deployment of 450 observers to enhance the credibility and transparency of the elections.*



La CEDEAO renforce les capacités de ses cadres grâce à une formation en gestion de projets et programmes axée sur les résultats

ECOWAS upskills officers with result-based project and programme management course

Dans le cadre du renforcement des capacités du personnel de la Commission de la CEDEAO, une formation en gestion de projets et programmes axée sur les résultats a été organisée du 13 au 17 novembre 2023 à Lagos au Nigeria à l'intention des chargés de programme principaux (CPP) et des chargés de programme (CP) issus des départements de l'institution. L'ordre du jour de cette formation en gestion des

In a bid to enhance capacity building of staff of the ECOWAS Commission, a Result-Based Project & Programme Management Course has been organized for Principal Programme Officers (PPOs) and Programme Officers (POs) drawn from all Departments of the Commission from 13th to 17th November 2023 in Lagos, Nigeria. The comprehensive agenda of the Result-Based Project & Programme Management Course reflects ECOWAS' steadfast





projets et programmes axée sur les résultats reflète l'engagement ferme de la CEDEAO à réaliser l'excellence organisationnelle conformément à la Vision 2030 de la CEDEAO et des objectifs stratégiques 4x4 de l'équipe dirigeante actuelle.

Professeur Nazifi Abdullahi Darma, Commissaire aux Services internes de la Commission de la CEDEAO, a déclaré, dans son mot de bienvenue, que chaque organisation prospère et réussit grâce à la qualité de ses ressources humaines. Il a noté que les programmes de formation constituent l'une des voies permettant de perfectionner les compétences du personnel afin de le rendre exceptionnellement performant et réponde aux attentes d'une organisation internationale comme la CEDEAO. Le Commissaire a également encouragé les participants à profiter de la formation pour partager des connaissances et effectuer des exercices pratiques. Il s'est dit confiant que cette formation bénéficiera d'un large soutien et sera couronnée d'un succès retentissant. Il a réaffirmé l'engagement de la CEDEAO en faveur du développement des capacités et appelé à un dévouement collectif en vue de tirer parti de cette opportunité de formation pour la croissance régionale et l'innovation.

Tout en présentant les objectifs généraux et spécifiques de la formation, Mme Kete Harris, responsable de division par intérim de la formation à la direction des ressources humaines de la Commission de la CEDEAO, a noté que le cours était conçu pour doter les CPP et les CP d'une expertise technique essentielle, alliant initiation compétente, planification stratégique, exécution méticuleuse, suivi et évaluation approfondis, et clôture réussie des projets. Cette formation abordera également les principes de gestion des interventions assurant la pertinence, l'efficacité, l'efficacé et l'impact global des programmes.

La formation a permis aux participants d'acquérir de nouvelles connaissances, d'échanger des idées précieuses et de participer à des exercices pratiques visant à améliorer leurs compétences en gestion de projets et de programmes.

commitment to organizational excellence in acknowledgement of the the vision 2030 of ECOWAS and the 4x4 Strategic Objective of the present Administration

Prof. Nazifi Abdullahi Darma, Commissioner for Internal Services, ECOWAS Commission, in his welcome remarks, stated that every organization thrives and succeed on the quality of its human resources. He noted that training programmes are one of the avenues to upskill staff towards performing exceptionally and meeting expectations of an international organization like ECOWAS. The Commissioner also encouraged participants to use the training platform to exchange knowledge and perform hands-on exercises, expressing anticipation for resounding success and widespread endorsement. He reaffirmed ECOWAS' commitment to capacity development, urging collective dedication to leverage this training opportunity for regional growth and innovation.

While introducing the training and its overall objectives, Mrs Kete Harris, the Acting Head of Training, Directorate of Human Resources, ECOWAS Commission noted that the course was de-signed to empower PPOs and POs with essential technical expertise, encompassing proficient initiation, strategic planning, meticulous execution, thorough monitoring and evaluation, and rigorous project closure. This course will also touch on principles for managing interventions for programme relevance, efficiency, effectiveness, and overall impact.

The training initiative provided an esteemed platform for participants to acquire fresh knowledge, exchange valuable insights, and engage in hands-on exercises that will enhance their project and program management competencies.



Le chancelier de la République Fédérale d'Allemagne S.E. Olaf Scholz visite la Commission de la CEDEAO

The Chancellor of the Federal Republic of Germany H.E. Olaf Scholz visits the ECOWAS Commission



Son Excellence Olaf Scholz, le chancelier de la République Fédérale d'Allemagne a rendu visite à la commission ECOWAS le dimanche 29 octobre 2023, dans le cadre de sa visite au Nigeria. Le Chancelier a rencontré S.E. Dr. Omar Alieu Touray, le Président de la Commission de la CEDEAO et d'autres membres de la direction au siège de la Commission de cette CEDEAO.

Récemment, la CEDEAO a signé avec l'Allemagne un nouvel engagement de coopération financière et technique de 80,75 millions d'euros pour soutenir les programmes et projets en cours dans le cadre de la coopération CEDEAO-Allemagne pour la période 2023-2024,

His Excellency Olaf Scholz, the Chancellor of the Federal Republic of Germany visited the ECO-WAS Commission on Sunday, October 29, 2023, as part of his visit to Nigeria. The Chancellor met with H.E. Dr. Omar Alieu Touray, the President of the ECOWAS Commission and other Members of Management at the ECOWAS Commission Headquarters.

Recently, ECOWAS signed a new €80.75 million financial and technical cooperation commitment with Germany to support ongoing programmes and projects under the ECOWAS-German Cooperation for the



avec un accent particulier sur les domaines thématiques suivants : Sociétés pacifiques et inclusives ; Climat et énergie, transition constitutionnelle au sein du gouvernement, Économique durable Développement, formation et emploi; santé, protection sociale et politique de population. Cela porte à environ 494,41 millions d'euros le volume de la coopération technique et financière entre la CEDEAO-Allemagne depuis 1985.

Tout en souhaitant la bienvenue au chancelier, S.E. Dr. Omar Aliou Touray, président de la Commission de la CEDEAO, a remercié le gouvernement allemand pour son engagement envers la CEDEAO et le programme d'intégration en Afrique de l'Ouest et a exprimé l'engagement de la Commission à renforcer la coopération existante. Il a ajouté que la visite des chanceliers marque une nouvelle phase de coopération, qui permettra à la région de profiter du développement et de l'expertise de l'Allemagne.

S.E. Olaf Scholz, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, a exprimé dans sa déclaration la volonté de l'Allemagne de soutenir la paix et la démocratie dans la Région ainsi que les moyens d'augmenter le commerce dans la Région. En marge de la rencontre entre le chancelier allemand et le président de la Commission ECOWAS, Mme Massandjé Toure-Listé, commissaire aux affaires économiques et à l'agri-culture a animé une réunion de la Délégation commerciale allemande composée de chefs d'entreprise des grandes entreprises allemandes et de la CEDEAO. Le commissaire a informé la délégation des progrès réalisés en ce qui concerne la monnaie unique de la CEDEAO et l'ECOVISA.

Les discussions au cours de la réunion ont porté sur le renforcement des relations et de la coopération dans les domaines de l'agriculture, des TIC, des infrastructures, du changement climatique, de l'énergie, du commerce et sur l'amélioration de la circulation des biens et services entre la CEDEAO et l'Allemagne.

Cette visite a permis au chancelier allemand, aux dirigeants d'entreprises qui ont voyagé avec le chancelier et à la CEDEAO d'engager des discussions sur les domaines de coopération existants et nouveaux.

period 2023-2024, with a special focus on the thematic areas of: Peaceful and Inclusive Societies; Climate and Energy, constitutional transition in government, Sustainable Economic Development, Training and Employment; Health, Social Protection and Population Policy. This brings to approximately €494.41 million the volume of Technical and Financial Cooperation between ECOWAS-Germany since 1985.

While welcoming the Chancellor, H.E. Dr. Omar Aliou Touray, the President of the ECOWAS Commission, thanked the German Government for their commitment to ECOWAS and the Integration Agenda in West Africa and expressed the Commission's commitment to strengthening existing cooperation. He added that the Chancellors visit marks a new phase of cooperation, which will allow the region to enjoy the benefits of the development and expertise of Germany.

H.E. Olaf Scholz, the Chancellor of the Federal Republic of Germany in his statement expressed Germany's readiness to support peace and democracy in the Region as well as ways of increasing trade in the Region.

On the margins of the meeting between the German Chancellor and the President of the ECOWAS Commission, Mme Massandjé Toure-Listé, the Commissioner Economic Affairs and Agriculture led a meeting of German Business Delegation comprising of Chief Executives of top German firms and ECOWAS. The Commissioner briefed the delegation on the progress made on the ECOWAS single currency and the ECOVISA.

Discussions during the meeting focussed on strengthening relationships and cooperation in Agriculture, ICT, Infrastructure, climate change, Energy, Trade and enhancement of movement of goods and services between ECOWAS and the EU.

The visit provided an opportunity for the German Chancellor, the Business Executives that travelled with the Chancellor and ECOWAS to engage in discussions on areas of existing and new cooperation.



Le Président Touray accrédite huit nouveaux ambassadeurs auprès de la CEDEAO

President Touray Accredits Eight New Envoys to ECOWAS



Le Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Dr. Omar Aliou TOURAY, a reçu les lettres de créance de huit nouveaux ambassadeurs lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 18 octobre 2023, au siège de la Commission de la CEDEAO à Abuja, au Nigeria. Les nouveaux ambassadeurs accrédités sont S.E. Nicolas Auguste Nyouky, Ambassadeur de la République du Sénégal auprès de la République fédérale du Nigeria, S.E. Alejandro M. Francisco Herrero, Ambassadeur de la République d'Argentine auprès de la République fédérale du Nigeria, S.E. Mme Miriam Morales Palmero, Ambassadrice de Cuba auprès de la République fédérale du Nigeria, S.E. Richard Montgomery CMG, Haut-Commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de la République fédérale du Nigeria, S. E. Peter Ryan, Ambassadeur de la République d'Irlande

H.E. Dr. Omar Aliou Touray, the President of the ECOWAS Commission, received the letters of credence of eight ambassadors, today, October 18, 2023, at the ECOWAS Commission Headquarters in Abuja, Nigeria.

The new envoys are H.E. Nicolas Auguste Nyouky, the Ambassador of the Republic of Senegal to the Federal Republic of Nigeria, H.E. Alejandro M. Francisco Herrero, the Ambassador of the Republic of Argentina to the Federal Republic of Nigeria, H.E. Miriam Morales Palmero, the Ambassador of Cuba to the Federal Republic of Nigeria, H.E. Richard Montgomery CMG, the High Commissioner of United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Federal Republic of Nigeria, H.E. Peter Ryan, the Ambassador



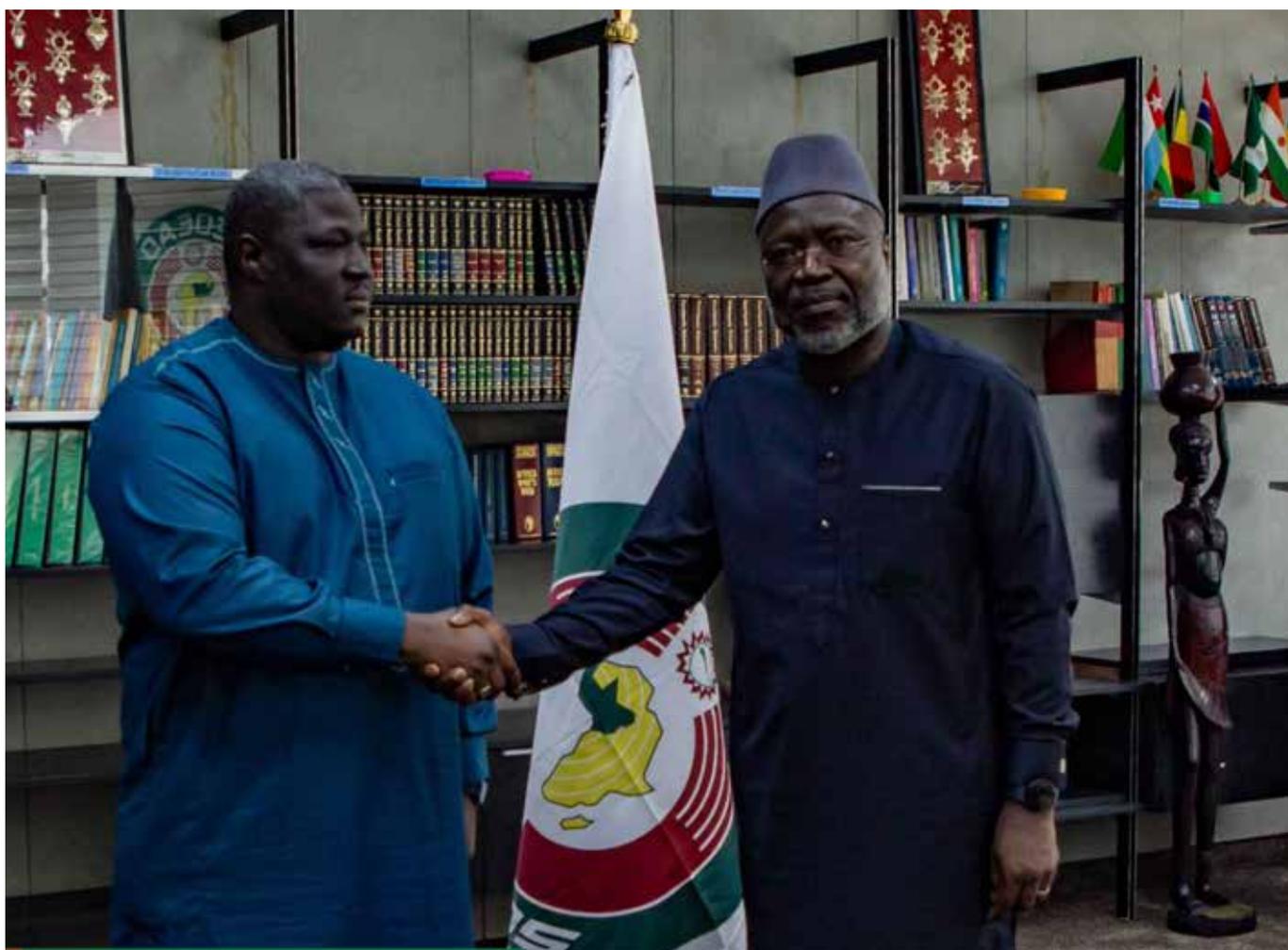
auprès de la République fédérale du Nigeria, S. E. Nicholas Herbert Lang, Ambassadeur de Suisse auprès de la République fédérale du Nigeria, S.E. Bhupinder Tomar, Représentant pays, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et S.E. David Stevenson, Directeur pays du Programme alimentaire mondial (PAM) au Nigeria.

Au cours de la cérémonie d'accréditation, les discussions ont porté sur le renforcement et l'approfondissement de la coopération, la situation politique au Niger et la paix et la sécurité dans la région. Le Président Touray a assuré les envoyés de l'engagement de la CEDEAO en faveur de la paix et de la sécurité dans la région. En effet, le développement durable ne peut être atteint que grâce à la paix et à la sécurité, a ajouté le Président.

of the Republic of Ireland to the Federal Republic of Nigeria, H.E. Nicholas Herbert Lang, the Ambassador of Switzerland to the Federal Republic of Nigeria, H.E. Bhupinder Tomar, the Country Representative of the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) and H.E. H.E. David Stevenson, Country Director of World Food Programme in Nigeria.

Discussions during the accreditation ceremony focussed on enhancing and deepening cooperation, the political situation in Niger and peace and security in the Region.

President Touray assured the envoys of ECOWAS commitment to peace and security in the Region. As sustainable development can only be achieved with peace and security, the President added.





Objectifs, vision et réalisations de la CEDEAO : La Jeunesse Union Africaine du Mali organise un atelier de formation

Objectives, vision, and achievements of ECOWAS : The African Union Youth of Mali Organizes a Training Workshop



Les 16 et 17 novembre 2023, la Jeunesse Union Africaine a organisé au Mémorial Modibo Kéïta de Bamako un atelier de formation sur la CEDEAO. Cet atelier a regroupé 50 membres de cette association historique anciennement dénommée Jeunesse OUA.

L'ouverture de cet atelier a été prononcée par M. Tahirou Sidibé, Délégué général à l'intégration africaine (Bureau national CEDAO) en présence de Mme Agnès Borchers, première secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne au Mali ; SEM. Mário Gomes Fernandes, représentant-résident de la CEDEAO au Mali ; le Consul général du Nigeria au Mali et le Conseiller politique de l'Ambassade du Ghana ; M. Hamidou Samba Coulibaly, maire délégué de la commune III de Bamako et M. Moctar Diarra Président du bureau exécutif de la Jeunesse Union africaine.

Dans son allocution, SEM. Mário Gomes Fernandes qui a remercié l'Ambassade d'Allemagne pour son soutien financier aux travaux, a souligné que l'Afrique a la population la plus jeune au monde avec plus de 400 millions de jeunes âgés de 15 à 35 ans. Une population aussi jeune

On November 16 and 17, 2023, the African Union Youth organized a training workshop on ECO-WAS at the Modibo Keïta Memorial in Bamako. The workshop gathered 50 members of this historic association, formerly known as Youth OUA.

The workshop was opened by Mr. Tahirou Sidibé, General Delegate for African Integration (National Office CEDAO), in the presence of Ms. Agnès Borchers, First Secretary of the German Embassy in Mali; H.E. Mário Gomes Fernandes, Resident Representative of ECOWAS in Mali; the Consul General of Nigeria in Mali and the Political Advisor of the Ghanaian Embassy; Mr. Hamidou Samba Coulibaly, Deputy Mayor of Commune III of Bamako; and Mr. Moctar Diarra, President of the Executive Board of the African Union Youth.

In his address, H.E. Mário Gomes Fernandes, who thanked the German Embassy for its financial support of the workshop, highlighted that Africa has the



exige, selon lui, un accroissement des investissements dans les facteurs de développement économique et social, afin d'améliorer l'indice de développement des pays africains. D'où l'élaboration de la charte africaine de la jeunesse. Ces objectifs, a-t-il indiqué, sont proches des objectifs recherchés par la CEDEAO à travers une politique conçue pour la jeunesse afin que notre région tire profit de son dividende démographique.

La Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) établie en 1975 par le traité de Lagos a pour objectif de promouvoir la coopération et l'intégration en vue de déboucher à terme sur l'établissement d'une union économique qui rehaussera le niveau de vie des populations, garantira, et renforcera la stabilité économique et contribuera au progrès et au développement du continent africain.

La politique de la CEDEAO sur la jeunesse et son plan d'actions cherchent à donner du pouvoir aux jeunes et à promouvoir leur participation à tous les niveaux de la société. Ils cherchent à assurer que tous les jeunes hommes et femmes reçoivent des opportunités susceptibles de leur permettre d'arriver à leurs pleins épanouissements, tout en tant qu'individus et acteurs dans le développement et l'intégration dans la sous région de la CEDEAO.

Le programme d'action en faveur des jeunes se fonde sur une série de principes fondamentaux et de valeurs d'orientation qui ont influencé sa conception et sa direction. Ils sont les suivants : la participation des jeunes au processus politiques ainsi qu'au processus de prise de décisions dans leurs communautés, promouvoir la notion de citoyenneté, intégrer les questions relatives aux jeunes en terme d'opportunités et de défis. Il porte également sur la mise en place d'un environnement propice à leur épanouissement et à l'acquisition d'aptitudes et de compétences, l'inclusion des genres, la diversité culturelle et religieuse, l'accent sur le milieu rural, la transparence, la responsabilité et l'accessibilité. Tous ces principes constituent le cadre autour duquel s'articulent la vision, les objectifs et les stratégies de la politique de la CEDEAO pour la jeunesse. Ils sont à la base de l'action en faveur des jeunes et de leur participation dans les États membres de la sous-région.

Au cours de l'atelier, qui a été marqué par plusieurs panels animés par des spécialistes, les participants ont été éduqués sur les objectifs de la CEDEAO, sa vision, ses principes et ses réalisations dans plusieurs domaines dont l'économie et l'intégration.

world's youngest population, with over 400 million youths aged 15 to 35. According to him, such a young population requires increased investment in economic and social development factors to enhance the development index of African countries. This necessity led to the creation of the African Youth Charter. These goals, he noted, align closely with those of ECOWAS, which has formulated a policy designed for the youth to ensure our region benefits from its demographic dividend.

Established in 1975 by the Treaty of Lagos, the Economic Community of West African States (ECOWAS) aims to promote cooperation and integration leading to the establishment of an economic union that will enhance the living standards of populations, ensure and strengthen economic stability, and contribute to the progress and development of the African continent.

ECOWAS's policy on youth and its action plan seek to empower young people and promote their participation at all societal levels. They aim to ensure that all young men and women receive opportunities that enable them to achieve full fulfillment, both as individuals and as contributors to development and integration within the ECOWAS sub-region.

The youth action program is based on a series of fundamental principles and guiding values that have influenced its design and direction. These include youth participation in political processes and decision-making in their communities, promoting the concept of citizenship, integrating youth-related issues in terms of opportunities and challenges. It also focuses on creating an environment conducive to their growth and the acquisition of skills and competencies, including gender inclusiveness, cultural and religious diversity, emphasis on rural areas, transparency, accountability, and accessibility. All these principles form the framework around which the vision, objectives, and strategies of ECOWAS's policy for youth revolve. They are the foundation of youth action and their involvement in the member states of the sub-region.

During the workshop, marked by several panels led by specialists, participants were enlightened on ECOWAS's objectives, vision, principles, and achievements in various fields, including economy and integration.



La CEDEAO et le HCR signent un Protocole d'Accord visant à renforcer la protection des réfugiés et faire face aux déplacements internes en Afrique de l'Ouest

ECOWAS and UNHCR sign an agreement to strengthen refugees' protection and address internal displacements in West Africa



La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), ont signé un Protocole d'Accord visant à renforcer leur collaboration dans la protection des réfugiés, des apatrides et des personnes déplacées à l'intérieur de la région.

Le Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Dr. Omar Alieu TOURAY et le Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, M. Abdourouf GNON-KONDE ont signé un Protocole d'Accord (PA), afin de renforcer la coopération existante entre les deux institutions. Ce protocole d'accord révisé inclut de nouveaux domaines de collaboration qui sont apparus depuis la signature du protocole d'accord initial entre les deux institutions en 2001, à savoir l'identification et la protection des réfugiés dans des mouvements migratoires dangereux, l'apatridie, la gestion des urgences, ainsi que des solutions durables aux déplacements forcés.

The Economic Community of West African States (ECOWAS) and the UNHCR, The UN Refugees Agency today signed an agreement to strengthen their collaboration in protecting refugees, stateless and internally displaced persons in the region.

The President of the ECOWAS Commission, H.E Dr. Omar Alieu TOURAY and the Director of UNHCR Regional Bureau for West and Central Africa, Mr. Abdourouf GNON-KONDE signed a Memorandum of Understanding (MoU), to strengthen the existing cooperation between the two entities. The revised MoU includes new areas of collaboration that have emerged since the initial MoU between the two institutions in 2001, namely the identification and protection of refugees found in dangerous migratory movements, statelessness, emergency management, as



Les conflits violents, les catastrophes et l'insécurité dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest continuent de forcer les gens à fuir leurs maisons dans la sous-région et au-delà. Il y a actuellement 6.976.470 personnes déplacées de force par les conflits et la violence, et des apatrides dans l'espace CEDEAO, dont 6.352.346 déplacés internes et 624.124 réfugiés et demandeurs d'asile. Le Nigeria et le Burkina Faso accueillent les populations déplacées les plus nombreuses, avec respectivement 3.578.996 et 2.062.534 personnes. Le Niger est de loin le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés, avec 325.419 personnes.

Le plan de travail conjoint HCR-CEDEAO pour 2023 fait de la révision et de la signature du protocole d'accord actuel une priorité. La cérémonie de signature, qui était prévue dans le cadre de la mission du Directeur régional du HCR à Abuja, s'est déroulée au siège de la Commission de la CEDEAO, à Abuja, au Nigeria. Les deux parties ont discuté de la situation humanitaire désastreuse à laquelle sont confrontés les réfugiés, les apatrides et les personnes déplacées in-ternes dans l'espace CEDEAO, ainsi que des moyens de trouver des solutions durables.

Le HCR et la Commission de la CEDEAO entretiennent d'excellentes relations de travail. Le HCR collabore également étroitement avec d'autres institutions de la CEDEAO, en particulier avec la Cour de justice de la CEDEAO et le Parlement de la CEDEAO, avec lesquels le HCR a déjà signé des protocoles d'accord distincts pour traiter les questions de déplacement forcé dans l'espace CEDEAO, en s'appuyant sur les mandats spécifiques de chacune de ces institutions.

M. GNON-KONDE a décrit la collaboration du HCR avec la Commission de la CEDEAO comme étant durable, hautement productive et pertinente au vu du contexte humanitaire actuel au-quel la sous-région est confrontée. Pour sa part, S.E. Dr. TOURAY a souligné certains des efforts de la Commission de la CEDEAO pour faire face aux crises politiques et humanitaires dans la région et a déclaré que la Commission de la CEDEAO et les États membres travaillent ensemble pour s'attaquer aux causes profondes des conflits dans la région par le biais d'engagements diplomatiques et politiques. Le Président de la CEDEAO a exprimé son optimisme quant à l'engagement constant de la Commission dans ces domaines, qui produira des résultats positifs.

well as durable solutions to forcible displacements.

Violent conflicts, disasters and insecurity in several countries in West Africa continue to force people to flee their homes within the sub region and beyond. There are currently 6,976,470 forcibly displaced by conflicts and violence, and stateless persons in the ECOWAS sub region, including 6,352,346 IDPs and 624,124 refugees and asylum-seekers. Nigeria and Burkina Faso host the highest displaced populations with 3,578,996 and 2,062,534 individuals respectively. Niger hosts the highest refugee populations by far, with 325,419 individuals.

UNHCR-ECOWAS Commission joint workplan for 2023 makes the revision and signature of the current MoU, a priority. The signature event which was scheduled as part of the UNHCR Regional Director's mission to Abuja, took place at the ECOWAS Commission Headquarters, Abuja, Nigeria. Both principals discussed the dire humanitarian situation facing refugees, stateless and internally displaced persons in the ECOWAS region, and ways to find possible durable solutions.

UNHCR and the ECOWAS Commission enjoy excellent working relations. UNHCR also collaborates closely with other ECOWAS institutions, especially with the ECOWAS Court of Justice and the ECOWAS Parliament, with which UNHCR has previously signed distinct MoUs to address forcible displacement issues within the ECOWAS sub region, building on the specific mandates of each of these institutions.

Mr. GNON-KONDE described UNHCR collaboration with the ECOWAS Commission as long-lasting, highly productive, and relevant in view of the current humanitarian context confronting the sub re region. H.E Dr. TOURAY on his part highlighted some of the efforts of the ECOWAS Commission to address the political and humanitarian crises in the region and stated that the ECO-WAS Commission and Member states are working assiduously to tackle the root causes of the conflicts in the region through diplomatic and political engagements. The ECOWAS President expressed optimism that the Commission's consistent commitment in these areas will yield positive outcomes.



Sécurité alimentaire dans la région : le président Touray rencontre le président d'honneur du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Club du Sahel)

Food Security in the Region: President Touray meets with the Honorary President of Sahel and West Africa Club (Club du Sahel)



Le Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Dr. Omar Alieu Touray, a rencontré S.E. Hadizatou Rosine Sori-Coulibaly, Présidente d'honneur du club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le 27 octobre 2023 au siège de la Commission CEDEAO à Abuja, Nigeria.

Ils ont discuté des questions de sécurité alimentaire dans la Région et des défis auxquels ils sont confrontés, en particulier la sécurité et le changement climatique. Le président Touray a souligné que la région devait réfléchir stratégiquement et être proactive dans la gestion des questions d'agriculture et de sécurité alimentaire. Il a ajouté que la CEDEAO doit renforcer ses partenariats et œuvrer à la restauration de la paix en résolvant les problèmes socio-politiques au Sahel.

The President of the ECOWAS Commission H.E. Dr. Omar Alieu Touray, met with H.E. Hadizatou Rosine Sori-Coulibaly, the Honorary President of the Sahel and West Africa Club, on October 27, 2023 at the ECOWAS Commission Headquarters in Abuja, Nigeria.

They discussed issues of food security in the Region and the challenges faced especially security and climate change.

President Touray stressed that the region needs to think strategically and be proactive in handling issues of agriculture and food security. He added that ECOWAS has to re-enforce its partnerships and work towards restoring peace by resolving the socio-political issues in the Sahel.



Le Président Omar Touray a félicité S.E. Joseph Boakai pour son élection à la présidence du Libéria

President Omar Touray congratulates His Excellency President George Weah and the people of Liberia



Le Président Omar Touray a dit que les résultats des élections ne représentent pas seulement la volonté du peuple libérien, mais ils indiquent aussi que la démocratie est vivante dans la région de la CEDEAO.

Le Président Touray a assuré Son Excellence que la CEDEAO continuera d'aider le peuple libérien à consolider la paix et la sécurité, approfondir la démocratie et favoriser le développement socioéconomique. Le Président Omar Touray a également félicité Son Excellence le Président George Weah et le peuple libérien d'avoir organisé une élection non seulement libre et équitable, mais aussi la première organisée de manière autonome ces dernières années. Il félicite également le Président Weah d'avoir gracieusement accepté les résultats des élections, ce qui témoigne de son esprit d'État et de son engagement en faveur de la consolidation de la paix et de la sécurité au Libéria.

President Omar Touray congratulates His Excellency President George Weah and the people of Liberia for holding an election that is not only free and fair but also the first autonomously organized in recent years.

He also congratulates President Weah for graciously accepting the results of the elections which is an indication of His statesmanship and commitment to the consolidation of peace and security in Liberia.



Le Projet Régional d'Accès à l'Electricité Hors-Réseau (ROGEAP) officiellement lancé au Cabo Verde, par S.E Dr Omar Alieu TOURAY, Président de la Commission de la CEDEAO

The Regional Off-Grid Electricity Access Project (ROGEAP) officially launched in Cabo Verde by H.E. Dr Omar Alieu TOURAY, President of the ECOWAS Commission



La cérémonie d'ouverture du 8ème Forum de la CEDEAO sur l'énergie durable (ESEF 2023) organisé le jeudi 12 octobre 2023 à Praia au Cabo Verde par le Centre Régional de la CEDEAO pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique (ECREEE) a également servi de cadre au lancement du Projet Régional d'Accès à l'Electricité Hors Réseau (ROGEAP). Ces 2 activités ont été lancées par S.E Ulisses CORREIA E SILVA, Premier Ministre du Cabo Verde et S.E Dr Omar Alieu TOURAY, Président de la Commission de la CEDEAO, en présence du Commissaire Sediko DOUKA en charge des Infrastructures, Energie et Digitalisation.

The Regional Off-Grid Electricity Access Project (ROGEAP) officially launched in Cabo Verde by H.E. Dr Omar Alieu TOURAY, President of the ECOWAS Commission

The opening ceremony of the 8th ECOWAS Sustainable Energy Forum (ESEF 2023) organized by the ECOWAS Regional Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (ECREEE) in Praia, Cabo Verde, on Thursday October 12, 2023, also provided the setting for the launch of the Regional Off-Grid Electricity Access Project (ROGEAP). These 2 activities were launched by H.E Ulisses CORREIA E SILVA, Prime



Plus de 300 participants étaient présents dans la salle de conférence de l'Assemblée nationale du Cabo Verde pour la cérémonie d'ouverture de l'ESEF 2023 et le lancement du ROGEAP. En dehors des membres du Gouvernement et des députés du Cabo Verde, on pouvait noter la présence des Chefs d'Agences et Directeurs en charge de l'énergie de la Commission de la CEDEAO et des Etats membres de la CEDEAO, les Représentants des Partenaires tels que la Banque Mondiale, la Banque Ouest Africaine de Développement, l'Union Européenne, l'USAID, les banques commerciales, les Organisations Non Gouvernementales et associations qui interviennent dans le secteur de l'énergie durable et le secteur privé.

Après le mot de bienvenue du Commissaire Sédiko DOUKA en charge des Infrastructures, Energie et Digitalisation de la CEDEAO et le discours de M. Kwaku Mensan GABA, Practice Manager for West Africa de la Banque Mondiale, l'honneur est revenu à S.E Dr Alieu Omar TOURAY, Président de la Commission de la CEDEAO de procéder au lancement du ROGEAP.

Après avoir exprimé sa sincère gratitude à S.E José Maria Pereira NEVES, Président du Cabo Verde pour son

Minister of Cabo Verde and H.E Dr Omar Alieu TOURAY, Presi-dent of the ECOWAS Commission, in the presence of Commissioner Sediko DOUKA in charge of Infrastructures, Energy and Digitization.

More than 300 participants were present in the conference room of the Cabo Verde National Assembly for the opening ceremony of ESEF 2023 and the launch of ROGEAP. In addition to members of the Cabo Verde government and parliament, the event was also attended by heads of agencies and energy directors from the ECOWAS Commission and ECOWAS member states, representatives of partners such as the World Bank, the West African Development Bank, the European Union, USAID, commercial banks, non-governmental organizations and associations working in the sustainable energy sector, and the private sector.

After a word of welcome from Commissioner Sédiko DOUKA in charge of Infrastructures, Energy and Digitalisation and the speech by Mr Kwaku Mensan GABA Practice Manager for West Africa at the World Bank, the honor went to H.E. Dr Alieu Omar



engagement en faveur de l'intégration régionale et à S.E. Ulisses CORREIA E SILVA, Premier Ministre du Cabo Verde et son gouvernement pour leur soutien à ECREEE et à l'ESEF 2023, le Président de la Commission de la CEDEAO est revenu sur l'importance de ce forum qui offre une plateforme privilégiée pour discuter du rôle crucial des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en tant que catalyseurs du développement durable, tant au niveau mondial qu'en Afrique de l'Ouest. « Aujourd'hui est un jour particulièrement solennel avec le lancement du Projet Régional d'Accès à l'Electricité Hors Réseau (ROGEAP)... Le ROGEAP est l'un des projets dans le domaine des énergies renouvelables les plus importants pour la Commission de la CEDEAO » : a déclaré S.E. Dr Aliou Omar TOURAY à la fin de son intervention. Le top des travaux a été donné par S.E. Ulisses CORREIA E SILVA, Premier Ministre du Cabo Verde qui a prononcé le discours officiel du lancement du forum.

Le ROGEAP a profité de la deuxième journée du forum pour organiser sa première réunion physique de l'initiative dénommée « la Communauté des champions » de l'Afrique de l'Ouest (plus la Mauritanie, le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine) avec les gouvernements et le secteur privé pour échanger sur les défis du marché de l'énergie solaire hors-réseau dans la région.

Les 3 sessions animées par le ROGEAP lors de « la Communauté des champions » ont respectivement porté sur « le cadre politique et réglementaire de l'industrie hors réseau dans l'espace CEDEAO », « l'implication et le rôle du secteur privé dans l'accès à l'énergie hors réseau », et enfin « l'Accès au financement de l'énergie hors réseau ». La Communauté des champions est une plateforme soutenue par la Banque Mondiale/ESMAP, la Fondation Shell, USAID/Power Africa, AECE, SE4All et GOGLA pour faciliter l'échange permanent, principalement entre les gouvernements, le secteur privé et les partenaires au développement, afin de collaborer à la création d'un environnement politique favorable grâce aux meilleures pratiques et partage d'expériences pour contribuer à l'accès universel à l'énergie en Afrique sub-saharienne.

TOURAY President of the ECO-WAS Commission to launch ROGEAP.

After expressing his sincere gratitude to H.E. José Maria Pereira NEVES, President of Cabo Verde for his commitment to regional integration, and to H.E. Ulisses CORREIA E SILVA, Prime Minister of Cabo Verde and his government for their support of ECREEE and ESEF 2023, the President of the ECOWAS Commission reiterated the importance of this forum, which offers a privileged platform for discussing the crucial role of renewable energies and energy efficiency as catalysts for sustainable development, both globally and in West Africa. "Today is a particularly solemn day, with the launch of the Regional Off-Grid Electricity Access Project (ROGEAP)... RO-GEAP is one of the most important renewable energy projects for the ECOWAS Commission". declared H.E. Dr Aliou Omar TOURAY at the end of his speech. The proceedings were opened by H.E. Ulisses CORREIA E SILVA, Prime Minister of Cabo Verde, who delivered the official opening address.

ROGEAP took advantage of the second day of the forum to organize its first physical meeting of the initiative known as "the Community of Champions" "In addition, the Group has organized a meeting of West African (plus Mauritania, Chad, Cameroon and the Central African Republic) governments and private sector representatives to discuss the challenges facing the off-grid solar energy market in the region.

The 3 sessions led by ROGEAP during the "Community of Champions" focused respectively on "the policy and regulatory framework for the off-grid industry in the ECOWAS region", "the involvement and role of the private sector in off-grid energy access", and finally "Access to off-grid energy financing". The Community of Champions is a platform supported by the World Bank/ESMAP, Shell Foundation, USAID/Power Africa, AECE, SE4All and GOGLA to facilitate ongoing exchange, primarily between governments, the private sector and development partners, to collaborate in creating an enabling policy environment through best practices and experience sharing to contribute to universal energy access in Sub-Saharan Africa.



Atelier préparatoire régional pour les négociateurs climatiques des États membres de la CEDEAO en vue de la COP28 sur le changement climatique

Regional Preparatory Workshop for ECOWAS Member States' Climate Negotiators in view of the COP28 on Climate Change



En vue de la prochaine 28ème Conférence des parties (COP28) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Commission de la CEDEAO en collaboration avec la Commission de l'UEMOA, le CILSS et le Projet Biodiversity and Low Emission Development (WABiLED) financé par USAID organise à partir du 3 octobre au 5 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire, un atelier préparatoire régional pour les points focaux et négociateurs de la région de la CEDEAO pour une meilleure participation de notre région à la dite conférence Climat.

En effet, dans le cadre des actions mondiales de lutte contre le changement climatique, la communauté internationale a adopté l'accord de Paris en décembre 2015. Depuis lors, plusieurs séances de négociation, dont les conférences des parties, ont déjà été organisées pour discuter du cadre et des modalités à mettre en place pour assurer la mise en œuvre correcte et efficace des décisions relatives au présent accord.

In view of the upcoming 28th Conference of the Parties (COP28) to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), the ECOWAS Commission in collaboration with the UEMOA Commission, CILSS and the Project West African Biodiversity and Low Emission Development (WABiLED) funded by USAID is organizing from October 3 to 5, 2023 in Abidjan in Côte d'Ivoire, a regional preparatory workshop for climate change focal points and negotiators from the ECOWAS region for better participation of our region in the said Climate conference.

Indeed, as part of global actions to combat climate change, the international community adopted the Paris Agreement in December 2015. Since then, several negotiation sessions, including the Conferences of the Parties, have already been organized to discuss the framework and modalities to be put in place to ensure the proper and effective implementation of decisions relating to this Agreement.



Alors que les dernières données scientifiques publiées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montrent que les changements climatiques évoluent plus rapidement et mettent l'accent sur la vulnérabilité des écosystèmes et des communautés, plusieurs questions sont encore d'une importance cruciale pour les délégués de l'Afrique de l'Ouest, en particulier les mesures visant à atténuer la l'évaluation globale des réponses fournies, l'article 6 relatif aux crédits carbone, au financement climatique, aux mesures d'adaptation et aux pertes et dommages ainsi qu'à la transparence et au transfert de technologie.

Ces questions ont été abordées lors des négociations de la 58e session des organes subsidiaires (SB58) de la CCNUCC tenue en juin 2023 à Bonn pour concilier les positions préliminaires des parties à la Convention. Ces négociations se poursuivront lors de la 28e session de la Conférence des parties (COP28) à la CCNUCC qui se déroulera du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï aux Émirats arabes unis.

C'est donc dans le but d'appropriier les résultats de la session de juin et de définir les priorités de la région pour cette COP28 que la Commission de la CEDEAO organise, en collaboration avec l'UEMOA, le CILSS et le projet WABILED financé par USAID, cet atelier préparatoire au profit des négociateurs climatiques des États membres de la CEDEAO, du 3 au 5 octobre 2023, à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Cette réunion préparatoire régionale a été ouverte le 3 octobre 2023 par M. Gnahoré KODEHI, chef de cabinet adjoint représentant le ministre de l'environnement et du développement durable de la République de Côte d'Ivoire. La cérémonie d'ouverture a également enregistré les interventions de M. Jérôme WANYOU représentant le représentant résident de la CEDEAO en Côte d'Ivoire et de M. Gustave DIASSO, représentant résident de l'UEMOA.

Ledit atelier est animé par les principaux négociateurs thématiques de notre région impliqués dans les négociations internationales sur le climat et permettra de définir les priorités de la région à porter au niveau du groupe africain en vue de maximiser les contributions aux discussions qui auront lieu à la COP28.

While the latest scientific data published by the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) shows that climate change is evolving more rapidly and emphasizes the vulnerability of ecosystems and communities, several questions are still of crucial importance for West African delegates, in particular measures to mitigate climate change variability, the global assessment of the responses provided, article 6 relating to carbon credits, climate financing, adaptation measures and loss and damage as well as transparency and transfer of technology.

These issues were addressed during the negotiations of the 58th Session of the Subsidiary Bodies (SB58) of the UNFCCC held in June 2023 in Bonn to reconcile the preliminary positions of the Parties to the Convention. These negotiations will continue during the 28th session of the Conference of the Parties (COP28) to the UNFCCC which will take place from November 30 to December 12, 2023 in Dubai in the United Arab Emirates.

It is therefore with the aim of ownership of the results of the June session and defining the region's priorities for this COP28 that the ECOWAS Commission is organizing, in collaboration with UEMOA, CILSS and the WABILED Project funded by USAID, this preparatory workshop for the benefit of climate negotiators from ECOWAS Member States, from October 3 to 5, 2023, in Abidjan (Côte d'Ivoire).

This regional preparatory meeting was opened on October 3, 2023 by Mr. Gnahoré KODEHI, Deputy Chief of Staff representing the Minister of Environment and Sustainable Development of the Republic of Côte d'Ivoire. The opening ceremony also registered the interventions of Mr. Jérôme WANYOU representing the Resident Representative of ECOWAS in Côte d'Ivoire and Mr. Gustave DIASSO, Resident Representative of UEMOA.

The said workshop is led by the main thematic negotiators from our region involved in the international climate negotiations and will allow to define the region's priorities to be brought to the level of the African Group with a view to maximize contributions to the discussions which will take place at the COP28.



L'engagement général de la CEDEAO pour la sauvegarde du bien-être des migrants étrangers

ECOWAS' comprehensive commitment to safeguarding the well-being of stranded migrants



Dans une déclaration résolue de son dévouement indéfectible au bien-être de ses citoyens, la CEDEAO, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, souligne son engagement à travers la mise en œuvre réussie du projet révolutionnaire «Soutenir les retours volontaires assistés des migrants de la CEDEAO bloqués dans la République du Niger». Cette initiative pivotale témoigne de la détermination durable de la CEDEAO à soulager les difficultés redoutables de nos concitoyens bloqués face au Niger.

En réponse directe à la directive solennelle des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, notre Commission a entrepris une mission d'une importance primordiale - une exploration approfondie des tendances

In a resolute declaration of its unwavering dedication to the welfare of its citizens, ECOWAS, the Economic Community of West African States, underscores its commitment through the successful implementation of the groundbreaking "Supporting Assisted Voluntary Returns of ECOWAS Mi-grants Stranded in the Republic of Niger" project. This pivotal initiative serves as a testament to ECOWAS' enduring resolve to alleviate the daunting predicaments our fellow citizens stranded in Niger face.

In direct response to the solemn directive of the ECOWAS Heads of State and Government, our Commission undertook a mission of paramount significance - an in-depth exploration of the trends



et des défis liés à la migration de transit des citoyens de la CEDEAO à travers le Maghreb en route vers l'Europe. Cette mission cruciale, exécutée avec précision en septembre 2022, fait partie intégrante de notre mission de mettre fin aux trajets périlleux et au traitement inhumain enduré par nos concitoyens.

La CEDEAO, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a formulé un plan complet de rapatriement librement consenti. Au cœur de ce plan est l'allocation de deux cents mille dollars des États-Unis (200 000 dollars) pour donner à l'OIM les moyens de transport aérien rapide et efficace de 212 migrants en assurant le retour en toute sécurité des migrants du Niger au Nigeria et en Guinée. En outre, 14 mille quatre cents dollars des États-Unis (14 400 dollars) ont été utilisés pour fournir un soutien logistique pour répondre à leurs besoins immédiats et ont garanti un retour nifié aux rapatriés à leur arrivée dans leur pays. Ces efforts concertés sous-estiment notre engagement et illustrent notre détermination pour une CEDEAO de peuple.

L'action humanitaire de la CEDEAO solennise notre engagement indéfectible en faveur du rapatriement sûr et humain des citoyens de la CEDEAO. Nous exprimons notre sincère gratitude à notre communauté solidaire et à nos partenaires inestimables, qui continuent de jouer un rôle central dans la confrontation des myriades défis que nos citoyens rencontrent lors de leurs mouvements migratoires. Ensemble, nous sommes résolus dans notre mission d'assurer le bien-être et la prospérité de notre peuple.

and challenges associated with transit migration of ECOWAS citizens through the Maghreb en route to Europe. This crucial mission, executed with precision in September 2022, is an integral component of our mission to bring an end to the perilous journeys and the inhumane treatment endured by our citizens.

ECOWAS, in collaborative partnership with the International Organization for Migration (IOM), formulated a comprehensive voluntary repatriation plan. Central to this plan is the allocation of Two Hundred Thousand United States Dollars (\$200,000) to empower IOM in the swift and efficient airlift of 212 migrants by ensuring the safe return of migrants from Niger to Nigeria and Guinea. Additionally, Fourteen Thousand Four Hundred United States Dollars (\$14,400) was used to provide logistical support to address their immediate needs and guaranteed a dignified return for the returnees upon arrival in their countries. These concerted efforts underscore our commitment and epitomize our resolve for an ECOWAS of people.

ECOWAS humanitarian action solemnizes our unwavering commitment to the secure and humane repatriation of ECOWAS citizens. We extend our heartfelt gratitude to our supportive community and invaluable partners, who continue to play a pivotal role in confronting the myriad challenges our citizens encounter during their migratory movements. Together, we stand resolute in our mission to ensure the well-being and prosperity of our people.





CEDEAO : 34^{ème} réunion du Comité d'Administration et des Finances (AFC)

The thirty-fourth meeting of the ECOWAS Administration and Finance Committee (AFC) opens in Abuja, Nigeria



La Vice-Présidente de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), S.E Madame Damtien L. TCHINTCHIBIDJA a réitéré l'engagement de la direction actuelle de la Commission de la CEDEAO à la réalisation de ses objectifs stratégiques 4X4 déclarés qui sont (i) Paix et sécurité régionales renforcées, (ii) Intégration régionale plus approfondie, (iii) Bonne gouvernance, (iv) Développement inclusif et durable.

The Vice-President of the Commission of the Economic Community of West African States (ECOWAS), H.E Madame Damtien L. TCHINTCHIBIDJA reiterated the commitment of the current management of the ECOWAS Commission to the achievement of its stated 4X4 strategic objectives which are (i) Strengthened regional peace and security, (ii) Deeper regional integration, (iii) Good governance, (iv) and Inclusive and sustainable development.



Elle a fait cette déclaration dans son discours de bienvenue à l'ouverture de la 34^{ème} réunion du Comité d'Administration et des Finances (CAF) de la CEDEAO, le mercredi 1er novembre 2023, à Abuja, au Nigeria. Le Vice-président a rappelé que ces objectifs stratégiques visent à garantir que les bénéfices des efforts des instances dirigeantes de la CEDEAO, conformément à la Vision 2050 de la CEDEAO, répondent en priorité aux besoins des citoyens, avec l'objectif global d'élever le niveau de vie des communautés et promouvoir la stabilité et le développement économique dans la région.

L'Ambassadeur Yakubu A. Dadu, Phd, Président de l'AFC et Chef du Bureau national de la CEDEAO au Nigeria, a souligné que puisque le prélèvement communautaire reste l'épine dorsale des revenus de la CEDEAO, le Comité a la responsabilité collective de veiller à ce que le projet de budget consolidé 2024 maintienne un ratio proche de 70/30 entre les programmes et les coûts de fonctionnement, compte tenu de la diminution des ressources communautaires et des intérêts des citoyens de la Communauté, doit être primordial dans les délibérations.

Amb. Dadu a félicité le vice-président de la Commission, les chefs des institutions de la CEDEAO et tout le personnel pour leurs efforts acharnés dans la gestion des affaires de la communauté et les a exhortés à renforcer la dynamique vers la mise en œuvre de politiques, de projets et de programmes qui amélioreraient l'efficacité organisationnelle et inspirer une gestion judicieuse des ressources communautaires pour atteindre les objectifs fondamentaux du programme d'intégration régionale de la CEDEAO.

Auparavant, le professeur Nazifi Abdullahi Darma, commissaire aux services internes de la Commission de la CEDEAO, avait pris la parole pour souhaiter chaleureusement la bienvenue aux participants à la session de l'AFC.

Cette 34^{ème} réunion de l'AFC a été consacrée à l'examen des budgets des institutions et agences de la CEDEAO, ainsi qu'une série de documents, rapports et notes tant à titre d'information que de discussions.

She made this statement in her welcome address at the opening of the 34th meeting of the ECO-WAS Administration and Finance Committee (CAF), on Wednesday, November 1, 2023, in Abuja, Nigeria. The Vice President recalled that these strategic objectives were designed to ensure that the benefits of the efforts of the ECOWAS governing bodies, in line with ECOWAS Vision 2050, respond first and foremost to the needs of citizens, with the overall objective of raising the living standard of in communities and promoting stability and economic development in the region.

H.E. Ambassador Yakubu A. Dadu, Phd, Chairman of the AFC and Head of the ECOWAS National Office of Nigeria, highlighted that since the community levy remains the backbone of ECO-WAS revenues, the Committee has the collective responsibility to ensure that the 2024 draft consolidated budget maintains a close to 70/30 ratio of programs to operating costs, taking into account the decline in Community resources and the interests of the citizens of the Community must be par-amount in the deliberations.

Amb. Dadu commended the Vice President of the Commission, the Heads of ECOWAS Institutions and all staff for their strenuous efforts in managing the affairs of the community and urged them to strengthen the momentum towards the implementation of policies, projects and programs that would improve organizational effectiveness and inspire judicious management of community resources to achieve the fundamental objectives of ECOWAS regional integration agenda.

Earlier, Prof. Nazifi Abdullahi DARMA, Commissioner for Internal Services of the ECOWAS Commission, took the floor to warmly welcome the participants to the AFC session.

This 34th AFC meeting was devoted to the review of the budgets of ECOWAS institutions and agencies, as well as a series of documents, reports and memoranda for information and discussion.



La CEDEAO et le PAM soutiennent le Programme national d'alimentation scolaire du Cap-Vert

ECOWAS and WFP Provide Support to Cabo-Verde National School Feeding Programme



La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a contribué pour 1 million de dollars à la fourniture de repas nutritifs quotidiens à 90 000 écoliers du Cap-Vert pour cette année scolaire 2023-2024.

Cette contribution provient de la Réserve régionale de sécurité alimentaire de la CEDEAO mise en place en 2013 pour répondre aux crises alimentaires d'urgence dans la région.

The Economic Community for West African States (ECOWAS) has contributed US\$ 1 million to provide daily nutritious meals to 90,000 school children in Cabo-Verde during the 2023-2024 school year.

This contribution comes from ECOWAS' Regional Food Security Reserve built up in February 2013 to respond to food security crises across the region.



L'intervention de la CEDEAO, à travers sa Réserve régionale de sécurité alimentaire, vient en complément des efforts déjà déployés par la CEDEAO et ses partenaires ainsi que ceux déjà entrepris par le Gouvernement du Cap-Vert.

«La CEDEAO soutient fortement le Programme national d'alimentation scolaire du Cap-Vert. J'ai personnellement bénéficié de repas scolaires dans mon pays d'origine, la Gambie, quand j'étais à l'école primaire, et cela a contribué à faire de moi l'homme que je suis aujourd'hui», a déclaré le Président de la Commission de la CEDEAO, Dr Omar Alieu Touray. «Notre intervention au Cap-Vert aujourd'hui montre à quel point la CEDEAO se soucie du bien-être des membres de sa communauté, en particulier des enfants, futurs leaders et acteurs du développement de la région. Nous travaillons pour la paix et la prospérité pour tous» a-t-il ajouté.

Avec cette contribution de la CEDEAO, le PAM a utilisé son savoir-faire technique et logistique pour aider à l'achat et à la fourniture des produits alimentaires nécessaires aux repas scolaires, comprenant, entre autres, de l'huile végétale, du lait et des conserves de viande de bœuf.

« Cet acte est un exemple de partenariat que le Cap-Vert souhaite voir se renforcer. Le Cap-Vert prend très au sérieux la question des cantines scolaires afin de fournir aux enfants un repas chaud à l'école. C'est un moyen pour nous de maintenir les enfants à l'école et d'améliorer leurs résultats scolaires et leur alimentation», a dit le Secrétaire d'Etat à l'Economie Agricole, Dr Miguel Ângelo da Moura, représentant le ministre de l'agriculture et de l'environnement. « En ces temps difficiles aggravés par la crise que traverse la planète, le Gouvernement du Cap-Vert et ses partenaires ont contribué à améliorer notre capacité de réponse, et nous espérons continuer à compter sur le soutien de la CEDEAO et du PAM dans cette entreprise», a-t-il conclu.

En juin 2022, une combinaison de facteurs tels que les chocs climatiques, la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire et les retombées économiques de la pandémie de COVID-19 et du conflit russo-ukrainien ont contribué à une flambée des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais. Ces défis ont exacerbé la situation de la sécurité alimentaire au Cap-Vert. En conséquence, la CEDEAO a décidé d'aider le

It complements the efforts already made by ECOWAS and its partners, as well as those already undertaken by the Government of Cabo-Verde.

“ECOWAS strongly supports Cape-Verde National school feeding programme. I have personally benefited from school meals in my home country-The Gambia, as a primary school kid, and this has contributed in making the man I am today”, ECOWAS Commission President, Dr Omar Alieu Touray said. “Our intervention in Cabo-Verde today shows how important ECOWAS cares for the well-being of its community members, particularly for children, the future leaders and development actors in the region. We work for peace and prosperity for all” he added.

With this ECOWAS contribution, WFP used its technical and logistical know-how to help purchase and supply the food commodities needed for school meals, including vegetable oil, milk, and canned beef among other products.

“This is an example of a partnership that Cabo-Verde would like to see strengthened. Cabo-Verde takes the issue of school canteens very seriously, to provide children with a hot meal at school, a means of keeping children in school and improving their school results and diet”, said the Secretary of State for the Agrarian Economy, Dr Miguel Ângelo da Moura, representing the Minister for Agriculture and Environment.

“In these difficult times, aggravated by the crisis facing the planet, the Government of Cabo-Verde and its partners have helped to improve our response capacity, and we hope to continue to count on the support of ECOWAS and WFP in this major endeavour”, he concluded.

In June 2022, a combination of factors such as climate shocks, the disruption of food supply chains, and the economic fallout from both the COVID-19 pandemic and the Ukraine conflict collectively contributed to a surge in the costs of food, fuel, and fertilizer. These challenges exacerbated the food security situation in Cabo-Verde. Consequently, ECOWAS decided to support the Cabo-Verdean Government to maintain the national school feeding programme with WFP's support.



Gouvernement du Cap-Vert à maintenir le Programme national d'alimentation scolaire avec l'appui technique du PAM.

«Assurer la sécurité alimentaire et l'accès à une éducation qui change la vie nécessite une action collective et de nouvelles façons de travailler ensemble», a déclaré Evelyn Etti, Directrice régionale adjointe du PAM pour l'Afrique de l'Ouest. «Cette contribution de la CEDEAO montre clairement que nous pouvons trouver des solutions locales et stratégiques à nos problèmes locaux de sécurité alimentaire grâce à des partenariats innovants. Le PAM apprécie à sa juste valeur cette solidarité régionale, et espère voir beaucoup d'autres contributions et engagements régionaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Afrique de l'Ouest», a-t-elle ajouté.

Dans le cadre d'une opération d'urgence limitée, le PAM a fourni une assistance technique, un renforcement de capacités et un appui politique aux institutions nationales et aux partenaires afin d'assurer la gestion et la mise en œuvre durables du programme national d'alimentation scolaire par le Gouvernement du Cap-Vert.

“Ensuring food security and access to life-changing education requires collective action, and new ways of working together” said Evelyn Etti, WFP’s Deputy Regional Director for Western Africa. “This contribution from ECOWAS is a clear indication that we can find local and strategic solutions to our local food security problems through innovative partnerships. WFP is extremely grateful for this regional solidarity, and we look forward to seeing many more regional contributions and commitments to tackling food insecurity and malnutrition in Western Africa,” she added.

Through a Limited Emergency Operation, WFP has been providing technical assistance, capacity strengthening, and policy support to national institutions and partners to ensure sustainable management and implementation of the national school feeding programme by the Government of Cabo-Verde.

School meals programmes have the potential to mitigate the impact of the global food crisis by improving families’ access to nutritious food while promoting community resilience. In Cabo-Verde, the national





Les repas scolaires peuvent atténuer l'impact de la crise alimentaire mondiale en améliorant l'accès des familles à des aliments nutritifs tout en favorisant la résilience des communautés. Au Cap-Vert, le Programme national d'alimentation scolaire couvre 788 écoles à travers le pays, soit 90 000 élèves des niveaux préscolaire, primaire et secondaire. Le programme est entièrement géré par le Gouvernement depuis 2010, ce qui en fait le premier programme d'alimentation scolaire national en Afrique de l'Ouest. Le Programme d'alimentation scolaire du Cap-Vert a également permis d'atteindre des taux de scolarisation élevés de 96% dans les écoles primaires, tout en fournissant une protection sociale aux familles les plus vulnérables.

Créée en février 2013 par les Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO par acte additionnel au Traité révisé de la CEDEAO, la Réserve régionale de sécurité alimentaire est un instrument de solidarité régionale au service des États membres pour (i) améliorer la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles aux niveaux local, national et régional, (ii) réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, et (iii) promouvoir un système de stockage orienté vers la réponse aux urgences.

A travers les différentes actions menées dans le pays, la CEDEAO vise à prendre davantage en compte le caractère insulaire du Cap-Vert dans toutes les initiatives de développement qu'elle entreprend tant au niveau régional que national.

school feeding programme covers 788 schools across the country, supporting 90,000 pre-school, primary and secondary students. The programme has been fully run by the government since 2010, making it the first nationally owned school feeding programme in West Africa. Cabo-Verde school feeding programme has also been instrumental in achieving high enrolment rates of 96 percent in primary schools, while providing social protection to the most vulnerable families.

Created in February 2013 by the ECOWAS Heads of State and Government through a supplementary Act to the ECOWAS Revised Treaty, the Regional Food Security Reserve is a regional solidarity instrument for Member States to (i) improve the response to food and nutrition crises at local, national, and regional levels, (ii) reduce dependence on international aid, and (iii) promote a storage system geared towards emergency response.

In Cabo-Verde, ECOWAS aims to take greater account of the island nature of the country in all development initiatives it undertakes at both regional and national level.



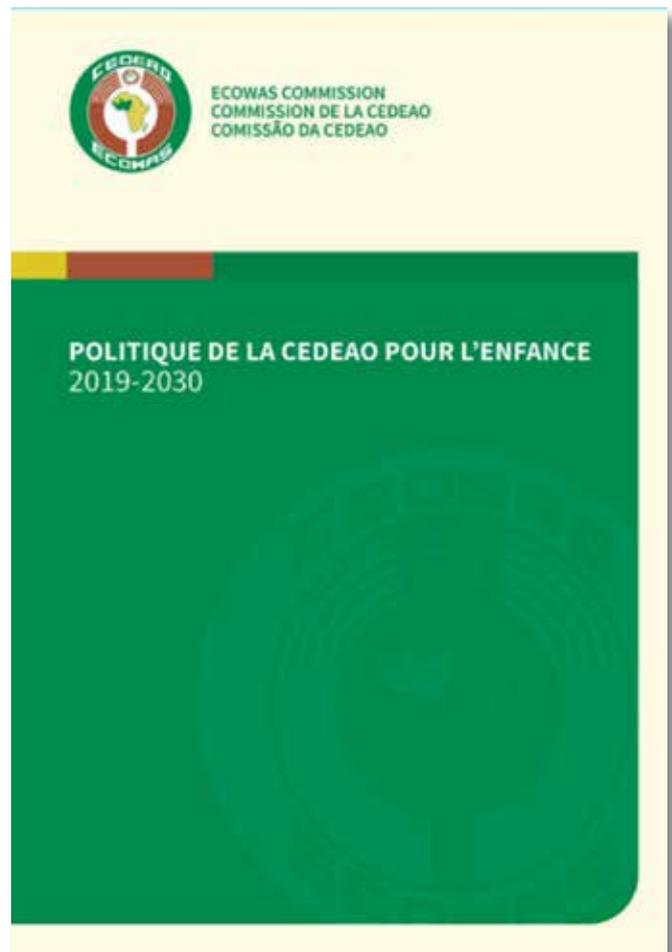
Résumé de la politique de la CEDEAO pour l'enfance 2019 – 2030

Know your ECOWAS! Summary of the eCOWAS child policy 2019 – 2030

Dans sa version précédente, la politique de la CEDEAO relative à l'Enfance était destinée à appuyer les efforts de promotion et de réalisation des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur quatre domaines prioritaires : le droit à la survie, au développement, à la protection et à la participation.

C'est en décembre 2018 que les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont adopté la Politique de l'enfant. Le Plan d'action stratégique qui l'accompagne définit une feuille de route établissant un lien entre les objectifs visés par la politique de l'enfant et des stratégies concrètes se rapportant aux quatre domaines prioritaires et couvre la période allant 2009 à 2013. La version actuelle de la Politique de l'Enfant est le résultat d'un examen approfondi et d'une actualisation de la politique initiale de l'enfance et de son plan d'action stratégique. Elle propose une approche globale, holistique et basée sur le genre pour la protection et la promotion des droits des enfants dans l'espace CEDEAO. Ladite politique de l'Enfant offre aux États Membres une structure élargie et une orientation politique répondant à leurs aspirations régionales et internationales communes en vue de la réalisation des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest.

L'impératif d'une politique régionale de l'enfant découle de la volonté des États membres de la CEDEAO de s'acquitter de leurs obligations à l'égard des enfants, conformément au Traité instituant l'organisation, dans sa version révisée de 1993, et à ses instruments connexes. L'article 4 du Traité garantit les principes fondamentaux des droits de l'homme, conformément aux dispositions de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. En ce qui concerne le bien-être des enfants, tous les États membres de la CEDEAO ont ratifié et se sont approprié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) (1989), ainsi que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) (1990). Un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf dans le cas où la législation



In its previous version, the ECOWAS policy on children aimed to support efforts in promoting and realizing children's rights in West Africa, focusing on four priority areas: the right to survival, development, protection, and participation. In December 2018, ECOWAS heads of state and government adopted the Child Policy. The accompanying Strategic Action Plan outlines a roadmap linking the objectives of the child policy with concrete strategies related to the four priority areas, covering the period



d'un pays donné fixe l'âge de la majorité à moins de dix-huit ans.

Conformément aux instruments internationaux et régionaux et aux engagements auxquels elle a souscrit, la CEDEAO a élaboré et adopté une série de documents visant à promouvoir et à protéger les droits de l'enfant, ainsi qu'à garantir le respect de ces droits dans la région. En décembre 2001, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté la Déclaration relative à la Décennie de la culture des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest (2001-2010), réaffirmant le rôle crucial des enfants dans l'avenir de la région et reconnaissant qu'investir dans les enfants est le moyen de garantir la paix, la sécurité et le développement durable. La Politique de l'Enfant s'inscrit également dans le cadre plus large du document stratégique de la région adopté en 2007 et intitulé 'Vision 2020 : Vers une communauté démocratique et prospère'. Parmi les autres engagements figurent le nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique adopté en 2001 par l'Union Africaine, ainsi que les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. La Politique de l'enfance de la CEDEAO reconnaît également et fait siennes les ambitions exprimées dans les Objectifs de développement durable de 2015. Les ODD comprennent 17 objectifs et 169 cibles à atteindre d'ici 2030, dont 48 concernent directement les enfants et 47 s'y rapportent dans une certaine mesure...

Par ailleurs, la Politique de l'enfant devrait être lue en liaison avec le Cadre stratégique de la CEDEAO pour le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance en vue de prévenir et de combattre la violence, les abus et l'exploitation des enfants en Afrique de l'Ouest. Le Cadre Stratégique qui s'appuie sur les mécanismes politiques et juridiques en place dans la région, a été adopté en 2017 par la CEDEAO, dans l'objectif de promouvoir la responsabilisation et de définir des orientations à l'intention des États membres en matière de protection de l'enfant, en vue de favoriser la mise en œuvre au niveau national de programmes et d'initiatives propres à permettre la création d'un environnement propice à la protection des enfants, notamment dans les situations d'urgence

La Politique de l'enfant est organisée en cinq chapitres. Le premier définit le contexte et offre une description générale du cadre juridique et politique, ainsi qu'une justification de la Politique de l'enfant.

from 2009 to 2013. The current version of the Child Policy is the result of a thorough review and update of the initial child policy and its strategic action plan. It proposes a comprehensive, holistic, and gender-based approach for the protection and promotion of children's rights in the ECOWAS region. This Child Policy provides member states with an expanded framework and policy orientation that aligns with their common regional and international aspirations for realizing children's rights in West Africa.

The need for a regional child policy stem from the member states' commitment to fulfilling their obligations towards children as per the 1993 revised version of the Treaty establishing the organization and its related instruments. Article 4 of the Treaty guarantees fundamental human rights principles in accordance with the African Charter on Human and Peoples' Rights. Concerning children's welfare, all ECOWAS member states have ratified and adopted the United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC) (1989) and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child (ACRWC) (1990). A child is defined as any human being under eighteen years of age unless national legislation specifies a younger age of majority.

In line with international and regional instruments and commitments, ECOWAS has developed and adopted a series of documents to promote and protect children's rights and ensure their respect in the region. In December 2001, heads of state and government adopted the Declaration on the Decade of the Culture of Children's Rights in West Africa (2001-2010), reaffirming the crucial role of children in the region's future and recognizing that investing in children is key to ensuring peace, security, and sustainable development. The Child Policy also aligns with the broader regional strategic document adopted in 2007, 'Vision 2020: Towards a Democratic and Prosperous Community.' Other commitments include the New Partnership for Africa's Development adopted in 2001 by the African Union and the United Nations Millennium Development Goals. The ECOWAS Child Policy also embraces and adopts the aspirations expressed in the 2015 Sustainable Development Goals (SDGs). The SDGs comprise 17 goals and 169 targets to be achieved by 2030, with 48 directly concerning children and 47 related to some extent.



Le deuxième chapitre décrit les principaux problèmes et défis qui se posent à la région et ont un impact significatif sur les droits universels et indivisibles des enfants à la survie, au développement, à la protection et à la participation, d'où la nécessité d'une action urgente en Afrique de l'Ouest. Ces difficultés rencontrées pour la réalisation des droits des enfants sont étroitement liées aux problèmes contextuels majeurs auxquels la région est confrontée, notamment la pauvreté, les catastrophes et les risques environnementaux, les inégalités entre les sexes, le chômage, les faiblesses des structures de gouvernance, les conflits et la violence, ainsi que les conséquences de l'urbanisation rapide et de la mondialisation. Des millions d'enfants en Afrique de l'Ouest se voient encore priver de leur droit à l'éducation, à la santé, à la protection et à la participation pour des raisons liées à la pauvreté, au genre, à l'appartenance ethnique et à la nationalité, à la non possession de documents ou à l'origine géographique. Il a été identifié quatre problématiques majeures, ayant un impact sur le droit à la survie, au développement, à la protection et à la participation dont doivent jouir les enfants au sein de la région de la CE-DEAO. Ces problématiques sont les suivantes :

- la pauvreté multidimensionnelle de l'enfant ;
- l'impact du changement climatique, des catastrophes naturelles et des risques environnementaux sur les enfants ;
- les crises, les conflits et les enfants en situation d'urgence ;
- les inégalités de genre affectant les enfants et d'autres aspects transversaux de la vulnérabilité.

Les enfants de la région ayant des besoins spécifiques et des vulnérabilités qu'il convient de prendre en compte sont notamment les enfants handicapés, affectés par le VIH / SIDA, les enfants en mouvement, notamment ceux déplacés par la force (par exemple les enfants réfugiés et demandeurs d'asile) et les enfants en contact avec la loi.

Le chapitre deux fournit en outre un aperçu de la situation des enfants dans ces quatre domaines clés par rapport aux quatre groupes de droits universels et indivisibles relatifs à la survie, au développement, à la protection et à la participation, inscrits dans la CRDE et la CADBE :

- Le droit à la survie concerne le droit de l'enfant à la vie et aux éléments fondamentaux de l'existence, à savoir la nutrition, le logement, un niveau de vie suffisant, et l'accès aux services médicaux ;
- Le droit au développement s'entend du droit à l'édu-

Furthermore, the Child Policy should be read in conjunction with the ECOWAS Strategic Framework for strengthening national child protection systems to prevent and combat violence, abuse, and exploitation of children in West Africa. Adopted in 2017 by ECOWAS, the Strategic Framework, based on existing political and legal mechanisms in the region, aims to promote accountability and define guidance for member states on child protection, fostering national implementation of programs and initiatives conducive to creating an environment that safeguards children, especially in emergency situations.

The Child Policy is organized into five chapters. The first chapter defines the context and provides a general overview of the legal and political framework, as well as a justification for the Child Policy.

The second chapter outlines the main problems and challenges facing the region that significantly impact children's universal and indivisible rights to survival, development, protection, and participation, necessitating urgent action in West Africa. These challenges, closely linked to major contextual problems in the region, include poverty, environmental disasters and risks, gender inequality, unemployment, governance weaknesses, conflicts and violence, and the consequences of rapid urbanization and globalization. Millions of children in West Africa are still deprived of their rights to education, health, protection, and participation due to poverty, gender, ethnicity, nationality, lack of documentation, or geographic origin. Four major issues impacting the rights to survival, development, protection, and participation of children in the ECOWAS region have been identified:

- *Multidimensional child poverty.*
- *The impact of climate change, natural disasters, and environmental risks on children.*
- *Crises, conflicts, and children in emergency situations.*
- *Gender inequalities affecting children and other cross-cutting aspects of vulnerability.*

Children in the region with specific needs and vulnerabilities that need to be addressed include those with disabilities, affected by HIV/AIDS, children on the move, including those forcibly displaced (e.g., refugee and asylum-seeking children), and children in contact with the law.



ation, aux jeux, aux loisirs, aux activités culturelles, à l'accès à l'information et à la liberté de pensée, de conscience et de religion ;

- Le droit à la protection permet de s'assurer que les enfants sont protégés contre toutes les formes de violence, de négligence et d'exploitation ; il concerne également la prise en charge spéciale des enfants réfugiés, demandeurs d'asile, victimes de la traite et déplacés forcés ; il constitue une garantie pour les enfants en contact avec la loi, une protection pour les enfants au travail, outre une garantie de protection et de réhabilitation des enfants victimes de violence, d'abus et d'exploitation ou de maltraitance de quelque nature que ce soit ;
- Le droit à la participation englobe la liberté des enfants d'exprimer leurs opinions, d'avoir leur opinion dans les questions qui affectent leur vie, de s'affilier à des associations et de se réunir pacifiquement. A mesure qu'ils avancent dans la vie, les enfants doivent bénéficier de plus en plus de la possibilité de participer aux activités de la communauté en vue de leur préparation à l'âge adulte.

En ce qui concerne la promotion et la protection des droits des enfants en Afrique de l'Ouest, une interaction complexe pourrait s'établir entre les différents facteurs touchant les quatre niveaux de la **Vie de l'enfant** : à savoir les niveaux individuel, familial, communautaire et sociétal (suivant le modèle socio-écologique).

Le chapitre trois expose la vision, la mission, les objectifs et les principes directeurs de la Politique de l'Enfance. La vision de la CEDEAO est celle d'une région ouest-africaine accueillante pour les enfants, dans laquelle les États membres et les populations collaborent afin de créer un environnement favorable à la survie, au développement, à la protection et à la participation de tous les enfants. Quant à la mission de la CEDEAO, elle est de veiller à ce qu'une priorité absolue soit accordée à l'affectation des ressources humaines et financières nécessaires à l'application et la mise en œuvre des droits des enfants, dans des délais raisonnables, de sorte à placer la région de manière irréversible sur la voie du développement des droits des enfants. L'objectif général de la Politique de l'enfant est d'aider les États membres de la CEDEAO à créer un environnement propice à la survie, au développement, à la protection et à la participation des enfants dans l'ensemble de la région. À cette fin, les États Membres doivent s'employer à :

Chapter two also provides an overview of the situation of children in these four key areas relative to the four universal and indivisible groups of rights to survival, development, protection, and participation, as outlined in the UNCRC and ACRWC:

- *The right to survival pertains to the child's right to life and fundamental elements of existence, including nutrition, housing, an adequate standard of living, and access to medical services.*
- *The right to development refers to the right to education, play, leisure, cultural activities, access to information, and freedom of thought, conscience, and religion.*
- *The right to protection ensures that children are shielded from all forms of violence, neglect, and exploitation; it also covers special care for refugee children, asylum seekers, victims of trafficking and forced displacement; it guarantees protection for children in contact with the law, protection for child laborers, and safeguarding and rehabilitation of children who are victims of violence, abuse, exploitation, or any form of maltreatment.*
- *The right to participation encompasses children's freedom to express their opinions, have a say in matters affecting their lives, affiliate with associations, and peacefully assemble. As they progress in life, children should increasingly have the opportunity to participate in community activities, preparing them for adulthood. Regarding the promotion and protection of children's rights in West Africa, a complex interaction could be established between various factors affecting the four levels of a child's life: individual, family, community, and societal (following the socio-ecological model).*

Chapter three presents the vision, mission, objectives, and guiding principles of the Child Policy. ECOWAS's vision is that of a West African region welcoming to children, where member states and populations collaborate to create an environment conducive to the survival, development, protection, and participation of all children. ECOWAS's mission is to ensure that utmost priority is given to allocating the necessary human and financial resources for the application and implementation of children's rights within reasonable timeframes, setting the region irreversibly on the path to children's rights development. The general objective of the Child Policy is to assist ECOWAS member states in creating an environment conducive



- i) ratifier et intégrer dans leur législation tous les accords internationaux relatifs aux droits de l'enfant;
- ii) formuler, mettre en œuvre et assurer le suivi des programmes visant à améliorer la survie, le développement, la protection et la participation des enfants ;
- iii) identifier, budgétiser et affecter des ressources suffisantes aux questions relatives aux enfants; et
- iv) établir un leadership plus fort au sein de la CEDEAO en matière de promotion et de réalisation des droits de l'enfant, ce qui peut contribuer à renforcer la collaboration et les partenariats entre les États Membres.

Les principes directeurs de la politique de l'Enfant sont les suivants :

- i) les enfants sont des détenteurs de droits et des participants actifs à la réalisation de ces droits, qui peuvent demander des comptes aux détenteurs d'obligations et faire valoir des droits violés ou des lacunes dans leurs dispositions;
- ii) les droits de l'enfant sont fondamentaux, inaliénables et indivisibles et s'appliquent à tous les enfants sans discrimination;
- iii) l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération primordiale dans toute décision qui affecte l'enfant ;
- iv) Les États ont l'obligation de veiller à ce que des ressources suffisantes soient disponibles pour garantir de façon efficiente le droit des enfants à la survie, au développement, à la protection et à la participation;
- v) les enfants ont le droit de faire entendre leur point de vue sur les décisions qui affectent leur vie, le droit d'être protégés contre toutes les formes de discrimination et de jouir d'avantages positifs assurant un accès égal à leurs droits;
- vi) les enfants devraient bénéficier de procédures adaptées aux enfants pour toutes les questions qui les concernent; et
- vii) les États membres veillent à ce que tous les détenteurs d'obligations, des parents aux personnes qui s'occupent de l'enfant, en passant par les collectivités et l'État, soient dotés d'un système de soutien dans un environnement propice au service de l'intérêt supérieur des enfants sous leur garde, et respectent et assurent la protection et la réalisation des droits de l'enfant.

Le chapitre quatre donne un aperçu des objectifs prioritaires, ventilés par objectifs identifiés pour une action prioritaire parmi les quatre groupes de droits de l'enfant :

- **Énoncé de but 1:** Les enfants de tous âges de la région mènent une vie saine et jouissent d'un bien-être total (survie).
- **Énoncé de but 2:** Chaque enfant a droit à un développement intellectuel, émotionnel et psychomoteur

to the survival, development, protection, and participation of children across the region. To this end, member states must endeavor to:

- i. ratify and incorporate all international agreements on children's rights into their legislation.*
- ii. formulate, implement, and monitor programs aimed at improving children's survival, development, protection, and participation.*
- iii. identify, budget, and allocate sufficient resources for child-related issues.*
- iv. establish stronger leadership within ECOWAS in promoting and realizing children's rights, contributing to enhanced collaboration and partnerships among member states.*

The guiding principles of the Child Policy are as follows:

- i. children are rights holders and active participants in realizing these rights, who can hold duty bearers accountable, and claim violated rights or gaps in their provisions.*
- ii. children's rights are fundamental, inalienable, and indivisible, and apply to all children without discrimination.*
- iii. the best interests of the child must be the primary consideration in any decision affecting the child.*
- iv. States have the obligation to ensure that sufficient resources are available to efficiently guarantee children's rights to survival, development, protection, and participation.*
- v. children have the right to voice their opinions on decisions affecting their lives, to be protected from all forms of discrimination, and to enjoy positive benefits ensuring equal access to their rights.*
- vi. children should benefit from child-friendly procedures for all matters concerning them.*
- vii. member states ensure that all duty bearers, from parents to child caregivers, through communities and the State, are equipped with a support system in an environment conducive to serving the best interests of the children in their care, and respect and ensure the protection and realization of children's rights.*

Chapter four provides an overview of priority objectives, broken down by identified objectives for priority action among the four groups of children's rights:



et à des soins de la petite enfance à l'âge adulte, ainsi qu'à l'égalité des chances pour une éducation inclusive de qualité, les loisirs et les divertissements (Développement);

- **Énoncé de but 3:** Chaque enfant est protégé contre toutes les formes de violence, d'abus et d'exploitation et a accès à des services de prévention et d'intervention (Protection);
- **Énoncé de but 4:** Les voix des enfants sont davantage prises en compte, à travers la mise en place de plates-formes d'expression personnelle et de participation aux décisions concernant des questions qui concernent les enfants, en tenant compte de la diversité de leur âge et de leurs capacités (Participation).

Des objectifs spécifiques et des stratégies de mise en œuvre pour chacun des quatre objectifs prioritaires ont été conçus pour aider les États membres de la CEDEAO à faire face aux priorités, aux lacunes et aux défis identifiés. Les quatre objectifs prioritaires fournissent un cadre pour la mise en œuvre de leurs engagements internationaux, continentaux et régionaux et contribuent à accélérer le rythme de mise en œuvre des normes et instruments internationaux et régionaux existants ainsi que des ODD et leurs cibles. De ce fait, les objectifs politiques et les stratégies à définir au niveau des États membres doivent couvrir différents domaines thématiques au sein de ces quatre groupes de droits de l'enfant.

Le chapitre cinq met l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre de manière efficiente la Politique de l'Enfant dans les États membres de la CEDEAO. Le rôle des principales parties prenantes y est décrit, à savoir la CEDEAO, les États membres, les partenaires de la société civile, les enfants, les familles et les communautés. Les États membres adoptent ces objectifs politiques et élaborent les stratégies les mieux adaptées à leurs priorités nationales. L'intégration des buts et objectifs de la Politique de l'Enfant dans la planification nationale ainsi que dans les programmes, stratégies et autres plans de développement en matière de développement, est de nature à en faciliter la mise en œuvre. Un bureau des droits de l'enfant sera mis en place à la Commission de la CEDEAO, avec pour rôle d'assurer la supervision de la mise en œuvre de la politique de la CEDEAO en matière d'enfance et de son plan d'action stratégique, ainsi que celle des activités de suivi et de présentation de rapports annuels, afin de renforcer la responsabilité. À cette fin, la Commission de la CEDEAO élaborera des lignes directrices détaillées et un cadre de suivi et d'évaluation (S &

- **Objective 1:** Children of all ages in the region lead healthy lives and enjoy total well-being (Survival).
- **Objective 2:** Every child has the right to intellectual, emotional, and psychomotor development and early childhood care from infancy to adulthood, as well as equal opportunities for inclusive quality education, leisure, and entertainment (Development);
- **Objective 3:** Every child is protected from all forms of violence, abuse, and exploitation and has access to prevention and intervention services (Protection);
- **Objective 4:** Children's voices are increasingly considered through the establishment of platforms for personal expression and participation in decisions concerning children's issues, considering the diversity of their age and abilities (Participation).

Specific objectives and implementation strategies for each of the four priority objectives have been designed to assist ECOWAS member states in addressing identified priorities, gaps, and challenges. The four priority objectives provide a framework for implementing their international, continental, and regional commitments and contribute to accelerating the pace of implementation of existing international and regional standards and instruments, as well as the SDGs and their targets. Therefore, the policy objectives and strategies to be defined at the member state level must cover various thematic areas within these four groups of children's rights.

Chapter Five emphasizes the need for the efficient implementation of the Child Policy in ECOWAS member states. It describes the roles of key stakeholders, including ECOWAS, member states, civil society partners, children, families, and communities. Member states are to adopt these policy objectives and develop strategies best suited to their national priorities. Integrating the goals and objectives of the Child Policy into national planning and various development programs, strategies, and other development plans will facilitate its implementation. An Office of Children's Rights will be established at the ECOWAS Commission to oversee the implementation of ECOWAS's child policy and its strategic action plan, as well as the monitoring activities and annual



E) concernant l'établissement de rapports et la conformité de l'application par les Etats membres des orientations en la matière conformément aux quatre objectifs et stratégies prioritaires définis dans la Politique de l'Enfant. En outre, les États membres veilleront à ce que le renforcement des droits de l'enfant soit effectivement inscrit parmi les priorités budgétaires, tant au niveau national que sous-national, conformément à la CDE et à l'Agenda 2030. La mise en œuvre des droits de l'enfant nécessite des ressources financières suffisantes qui doivent être mobilisées, allouées et engagées en tenant compte des impératifs de responsabilité, d'efficacité, d'efficience, de participation, de transparence et de durabilité.

Le Plan d'action stratégique 2019-2030 de la CEDEAO figure en annexe de la Politique de l'Enfance. Il présente les objectifs et stratégies spécifiques des droits des enfants dans quatre groupes de droits universels et indivisibles relatifs à la survie, au développement, à la protection et à la participation pour une période de cinq ans, comme indiqué au chapitre 4. De ce fait, les objectifs de politique et les stratégies à définir au niveau des États membres doivent couvrir différents domaines thématiques au sein de ces quatre groupes de droits de l'enfant. Le plan d'action fournit également un aperçu des activités suggérées, des résultats attendus et des indicateurs pour chaque groupe de droits. Deux objectifs supplémentaires ont été ajoutés aux quatre groupes de droits de l'enfant traités au chapitre 5. **L'objectif 5** réaffirme l'importance de la mobilisation des ressources, des dotations budgétaires et des dépenses à consacrer à la réalisation des droits de l'enfant, tandis que l'objectif 6 se concentre sur les actions régionales visant à assurer la mise en œuvre effective de la Politique de l'enfant:

- **Énoncé de but 5:** Les recettes mobilisées et le budget alloué à la mise en œuvre de la politique de la CEDEAO sur l'enfance et du plan d'action aux niveaux régional, national et local sont à la mesure de la priorité accordée aux questions relatives aux droits de l'enfant.
- **Énoncé de but 6:** La politique de la CEDEAO relative à l'enfance et son plan d'action fait l'objet d'une mise en œuvre effective grâce à un appui fourni aux États membres au niveau régional.

Un délai d'exécution de cinq ans (2019-2030) est prévu pour réaliser des progrès par rapport aux six objectifs prioritaires.

reporting, to strengthen accountability. To this end, the ECOWAS Commission will develop detailed guidelines and a monitoring and evaluation (M&E) framework for reporting and compliance by member states with the directions set out in accordance with the four priority objectives and strategies defined in the Child Policy. Additionally, member states will ensure that strengthening children's rights is a priority in their national and sub-national budgets, in line with the Convention on the Rights of the Child (CRC) and the 2030 Agenda. Implementing children's rights requires sufficient financial resources, which must be mobilized, allocated, and committed, considering the imperatives of accountability, efficiency, participation, transparency, and sustainability.

The ECOWAS Strategic Action Plan 2019-2030 for Children is annexed to the Child Policy. It outlines specific objectives and strategies for children's rights in four groups of universal and indivisible rights related to survival, development, protection, and participation over a five-year period, as indicated in Chapter 4. Therefore, policy objectives and strategies at the member state level must cover different thematic areas within these four groups of children's rights. The action plan also provides an overview of suggested activities, expected outcomes, and indicators for each rights group. Two additional objectives have been added to the four groups of children's rights addressed in Chapter 5. Objective 5 reaffirms the importance of mobilizing resources, budget allocations, and expenditures for the realization of children's rights, while Objective 6 focuses on regional actions to ensure the effective implementation of the Child Policy:

- **Goal 5:** *The revenue mobilized, and budget allocated for the implementation of ECOWAS's child policy and action plan at the regional, national, and local levels are commensurate with the priority given to issues related to children's rights.*
- **Goal 6:** *The ECOWAS policy on children and its action plan are effectively implemented with support provided to member states at the regional level.*

A five-year timeframe (2019-2030) is set to make progress against the six priority objectives.



CEDEAO





CEDEAO | ECOWAS

REPRÉSENTATION DE LA CEDEAO AU MALI



**COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST**